

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	20/10/2004	2004-2994
ENREGISTREMENT	08/11/204	72851
ARRÊTÉ ROYAL		
MONITEUR BELGE		

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 84

Séance du mercredi 6 octobre 2004

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT
L'IMPLICATION DES TRAVAILLEURS DANS
LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 84 DU 6 OCTOBRE 2004
CONCERNANT L'IMPLICATION DES TRAVAILLEURS DANS LA
SOCIETE EUROPEENNE

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu le règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne (SE) et plus particulièrement son article 20, § 1. i.

Vu la directive du Conseil de l'Union européenne 2001/86/CE du 8 octobre 2001 complétant le statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs ;

Considérant que le règlement susvisé a été introduit en droit belge par un arrêté royal du 1er septembre 2004 portant exécution du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne ;

Considérant qu'il y a lieu de garantir l'implication des travailleurs dans les Sociétés européennes ;

Considérant que cette implication doit être assurée par l'institution et le fonctionnement d'un organe de représentation des travailleurs ou par l'institution d'une ou plusieurs procédures d'information et de consultation.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 6 octobre 2004, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1er

La présente convention a pour objet de donner exécution à la directive 2001/86/CE du Conseil de l'Union européenne du 8 octobre 2001 complétant le statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs.

Elle vise à déterminer les procédures à suivre et les modalités d'implication des travailleurs dans une société européenne.

Article 2

Des modalités relatives à l'implication des travailleurs doivent être arrêtées, selon la procédure prévue par la présente convention, dans les sociétés européennes qui satisfont aux conditions fixées aux chapitres IV et V de la présente convention.

Les modalités relatives à l'implication des travailleurs doivent couvrir l'ensemble de la société européenne. Ceci est limité aux entreprises et établissements situés dans les Etats membres, à moins que l'accord visé au chapitre V prévoie de couvrir d'autres Etats que les Etats membres.

Commentaire

L'accord visé au second alinéa de l'article 2 ne sortit ses effets que dans la mesure où le droit belge est déclaré applicable à la société européenne en vertu du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne (SE).

CHAPITRE II - DEFINITIONS

Article 3

Aux fins de la présente convention, on entend, conformément à la directive précitée, par :

Lorsque plusieurs entreprises d'un groupe satisfont à l'une des conditions mentionnées au deuxième alinéa, l'entreprise qui satisfait à la condition figurant au point a) est présumée exercer l'influence dominante. Si aucune entreprise ne satisfait à la condition figurant au point a), l'entreprise qui satisfait à la condition figurant au point b) est présumée exercer l'influence dominante.

Pour l'application du deuxième alinéa, les droits de vote et de nomination que détient l'entreprise qui exerce le contrôle comprennent ceux de toute autre entreprise qu'elle contrôle et de toute personne ou de tout organisme agissant en son nom, mais pour le compte de l'entreprise qui exerce le contrôle ou de toute entreprise qu'elle contrôle.

Une influence dominante n'est pas présumée établie en raison du seul fait qu'une personne mandatée exerce ses fonctions, en vertu de la législation d'un Etat membre relative à la liquidation, à la faillite, à l'insolvabilité, à la cession de paiements, au concordat ou à une procédure analogue.

Nonobstant les alinéas 1 et 2, une entreprise n'est pas une "entreprise qui exerce le contrôle" d'une autre entreprise dont elle détient les participations lorsqu'il s'agit d'une société visée à l'article 3, paragraphe 5 point a) ou c) du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil européen du 21 décembre 1989, relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises.

§ 4. "filiale ou établissement concerné" : une filiale ou un établissement d'une société participante, qui devient une filiale ou un établissement de la SE lors de sa constitution, et qui est situé dans un Etat membre.

Doivent être considérés comme filiale ou établissement concerné, pour autant que puisse être établie l'influence dominante définie au § 3 du présent article :

- * les filiales directes des sociétés participantes relevant ou non du même droit national ;
- * les établissements directs des sociétés participantes, situés ou non dans le même Etat membre ;
- * les filiales indirectes des sociétés participantes, c'est-à-dire les filiales de filiales directes de sociétés participantes et les filiales de filiales indirectes ;

- * les établissements indirects des sociétés participantes, c'est-à-dire les établissements des filiales indirectes de ces sociétés.

- § 5. "organe de représentation" : l'organe transnational représentant les travailleurs, institué par l'accord visé à l'article 21 ou conformément aux dispositions des dispositions de référence contenues dans le Chapitre VI, afin de mettre en œuvre l'information et la consultation des travailleurs d'une SE et de ses filiales et établissements situés dans un Etat membre et, le cas échéant, d'exercer les droits de participation liés à la SE.
- § 6. "groupe spécial de négociation" : le groupe constitué conformément à l'article 6 afin de négocier avec l'organe compétent des sociétés participantes la fixation des modalités relatives à l'implication des travailleurs au sein de la SE.
- § 7. "implication des travailleurs" : l'information, la consultation et la participation.

Aux fins de la présente convention, on entend par :

- 1° "information" : le fait que l'organe représentant les travailleurs et/ou les représentants des travailleurs est informé, par l'organe compétent de la SE, sur les questions qui concernent la SE elle-même et toute filiale ou tout établissement situé dans un autre Etat membre ou sur les questions qui excèdent les pouvoirs des instances de décision d'un Etat membre, cette information se faisant à un moment, d'une façon et avec un contenu qui permettent aux représentants des travailleurs d'évaluer en profondeur l'incidence éventuelle et, le cas échéant, de préparer des consultations avec l'organe compétent de la SE.
- 2° "consultation" : l'instauration d'un dialogue et l'échange de vues entre l'organe représentant les travailleurs et/ou les représentants des travailleurs et l'organe compétent de la SE, à un moment, d'une façon et avec un contenu qui permettent aux représentants des travailleurs, sur la base des informations fournies, d'exprimer un avis sur les mesures envisagées par l'organe compétent, qui pourra être pris en considération dans le cadre du processus décisionnel au sein de la SE.
- 3° "participation" : l'influence qu'a l'organe représentant les travailleurs et/ou les représentants des travailleurs sur les affaires d'une société :

- * en exerçant leur droit d'élire ou de désigner certains membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société

ou

- * en exerçant leur droit de recommander la désignation d'une partie ou de l'ensemble des membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société et/ou de s'y opposer.

§ 8. "travailleurs" : les personnes qui en vertu d'un contrat de travail ou d'apprentissage, fournissent des prestations de travail.

§ 9. "Etats membres" : les Etats membres de l'Union européenne et les autres Etats membres de l'Espace économique européen, visés par la directive.

Commentaire

- a. Pour l'application du § 2, alinéa 3 du présent article, il y a lieu de rappeler que l'article 48 du traité instituant la Communauté européenne est libellé comme suit : "Par sociétés, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif".
- b. Le § 3 du présent article couvre toutes les filiales et tous les établissements qui répondent aux définitions de ces notions au sens de la législation de l'Etat membre dont la loi régit l'entreprise qui exerce le contrôle.
- c. La définition du § 7, 1° du présent article comporte une notion de transnationalité ("... sur les questions qui concernent la SE elle-même et toute filiale ou tout établissement situé dans un autre Etat membre ou sur les questions qui excèdent les pouvoirs des instances de décision d'un Etat membre ...").

La première partie de cette notion de transnationalité implique que l'information porte sur les questions qui concernent l'ensemble de la SE ou au moins deux filiales ou établissements de la SE situés dans des Etats membres différents.

La seconde partie de cette notion de transnationalité élargit le champ d'application de cette notion dans la mesure où sont considérées comme transnationales les questions qui concernent un seul Etat membre à partir du moment où la décision en question a été prise dans un autre Etat membre.

CHAPITRE III - DETERMINATION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS

Article 4

Aux fins de la présente convention, les effectifs sont fixés d'après le nombre moyen de travailleurs occupés dans les sociétés participantes et leurs filiales ou établissements situés en Belgique, y compris les travailleurs à temps partiel, employés au cours des deux années précédant le jour de la mise en œuvre de la procédure visée à l'article 5.

Le nombre moyen de travailleurs occupés en Belgique se calcule conformément aux dispositions relatives aux modalités de calcul de ce nombre moyen, à l'exclusion des règles de pondération, fixées par la réglementation relative aux élections sociales adoptée en exécution de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

CHAPITRE IV - PROCEDURE PREALABLE ET GROUPE SPECIAL DE NEGOCIATION

Section I - Mise en œuvre de la procédure et délivrance d'informations préliminaires

Article 5

§ 1er. Lorsque les organes de direction ou d'administration des sociétés participantes établissent le projet de constitution d'une SE, ils prennent, dès que possible après la publication du projet de fusion ou de constitution d'une société holding ou après l'adoption d'un projet de constitution d'une filiale ou de transformation en une SE, les mesures nécessaires, y compris la communication d'informations, pour engager des négociations avec les représentants des travailleurs des sociétés participantes et des filiales ou établissements concernés sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs dans la SE.

§ 2. Aux fins de la présente disposition, sont considérées comme informations, celles portant sur les procédures suivant lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées dans le projet de fusion ou de constitution d'une société holding telles que visées respectivement à l'article 20, § 1, point i) et à l'article 32, § 2 du règlement 2157/2001 du Conseil européen du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne, ainsi que les indications des conséquences pour les travailleurs de la transformation en une SE visées à l'article 37, § 4 du même règlement ainsi que les informations concernant l'identité des sociétés participantes, de toutes leurs filiales et établissements, ainsi que le nombre de travailleurs des sociétés participantes et de leurs filiales ou établissements.

Ces informations sont ventilées par sociétés participantes, filiales et établissements de ces sociétés participantes. Les informations portent en outre sur le nombre de travailleurs des sociétés participantes concernés par un système de participation et sur leur proportion par rapport au total de travailleurs occupés par ces sociétés participantes.

§ 3. Ces informations sont transmises aux représentants des travailleurs de toutes les sociétés participantes et de toutes les filiales ou de tous les établissements concernés. A défaut de représentants des travailleurs des sociétés participantes ou des filiales ou établissements concernés, ces informations sont transmises aux travailleurs de ces sociétés participantes ou filiales ou établissements concernés.

Section II - Groupe spécial de négociation

Sous-section I - Création d'un groupe spécial de négociation

Article 6

Une fois la procédure mise en oeuvre conformément à l'article 5, un groupe spécial de négociation représentant les travailleurs des sociétés participantes et des filiales ou établissements concernés est constitué.

Sous-section II - Esprit de coopération

Article 7

Les organes compétents des sociétés participantes et le groupe spécial de négociation négocient dans un esprit de coopération en vue de parvenir à un accord sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs au sein de la SE.

Sous-section III - Composition du groupe spécial de négociation

Article 8

§ 1er. Les membres du groupe spécial de négociation sont élus ou désignés selon les règles en vigueur dans les législations nationales applicables, en proportion du nombre de travailleurs occupés dans chaque Etat membre par les sociétés participantes et les filiales ou établissements concernés. Pour chaque Etat membre est attribué un mandat par tranche de travailleurs occupés dans cet Etat membre qui représente 10 % du nombre de travailleurs occupés par les sociétés participantes et les filiales ou établissements concernés dans l'ensemble des Etats membres, ou une fraction de ladite tranche.

§ 2. En cas de constitution de la SE par voie de fusion et qu'une ou plusieurs sociétés participantes cessent d'avoir une existence juridique propre après l'immatriculation de la SE, les travailleurs de ces sociétés participantes sont représentés au sein du groupe spécial de négociation par un membre supplémentaire selon les règles et conditions suivantes :

1° ces travailleurs ne doivent pas disposer d'un représentant direct au groupe spécial de négociation en application des règles visées au § 1er du présent article ;

2° la composition du groupe spécial de négociation ne peut entraîner une double représentation de ces travailleurs ;

3° l'attribution de mandats supplémentaires ne peut entraîner une augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats attribués conformément aux règles visées au § 1er du présent article.

Si, en application du présent paragraphe, le nombre de sociétés participantes cessant d'avoir une existence juridique suite à l'opération de fusion est plus élevé que le nombre de mandats supplémentaires disponibles, les mandats supplémentaires sont attribués à des sociétés d'Etats membres différents, par ordre décroissant en fonction du nombre de travailleurs que ces sociétés participantes occupent.

Commentaire

- a. Pour l'application du § 1er du présent article, chaque Etat membre dans lequel des travailleurs sont occupés par une société participante et/ou une filiale ou établissement concerné, est représenté au groupe spécial de négociation.

Par exemple, si dans un Etat membre, la proportion des travailleurs occupés par rapport au nombre total des travailleurs est inférieure à 10 %, un mandat sera accordé à cet Etat. De même, si cette proportion atteint 10 %, un mandat sera accordé à cet Etat. Si cette proportion dépasse 10 % sans excéder 20 %, deux mandats sont attribués. Une proportion supérieure à 20 % donne droit à trois mandats.

- b. En ce qui concerne le § 2, 1° du présent article, est un représentant direct au groupe spécial de négociation, le représentant provenant d'une société participante concernée par la fusion.
- c. Quelques exemples pratiques sont repris en annexe.

Sous-section IV - Désignation des membres-travailleurs occupés en Belgique et constitution d'une liste de réserve

Article 9

- § 1er. Les dispositions du présent article visent la désignation des membres-travailleurs du groupe spécial de négociation institué en Belgique ou dans un autre Etat membre.

- § 2. En principe, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation occupés en Belgique sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs occupés en Belgique siégeant aux conseils d'entreprise des sociétés participantes et de leurs filiales ou établissements concernés. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs siégeant aux comités pour la prévention et la protection au travail. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise et de comité pour la prévention et la protection au travail, chaque commission paritaire peut autoriser les délégations syndicales des sociétés participantes ou des filiales ou établissements concernés relevant de sa compétence sectorielle à désigner les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation.

A défaut de conseil d'entreprise ou de comité pour la prévention et la protection au travail dans les sociétés participantes ou les filiales ou établissements concernés situés en Belgique, et à défaut d'autorisation de la commission paritaire, les travailleurs de la société participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné ont le droit d'élire ou de désigner les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation.

- § 3. La délégation des membres-travailleurs peut comprendre un représentant des organisations représentatives des travailleurs, qu'il soit ou non occupé par une société participante ou une filiale ou un établissement concerné.

Article 10

Si les conditions établies à l'article 8, § 2 de la présente convention sont réunies, le ou les membres-travailleurs supplémentaires sont désignés conformément à l'article 9 de la présente convention.

Article 11

Afin d'assurer la continuité au sein du groupe spécial de négociation en cas de décès, d'incapacité de travail prolongée, de maternité, de départ de la société participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné, de démission du membre, ou de perte du mandat national qui constitue la base de la désignation ou de l'élection en tant que membre du groupe spécial de négociation, une liste de réserve est constituée.

Les personnes figurant dans cette liste de réserve sont désignées selon la même procédure que les membres du groupe spécial de négociation.

Cette liste est composée d'un remplaçant par Etat membre.

Sous-section V - Réaménagement de la composition du groupe spécial de négociation

Article 12

Lorsque les organes de direction ou d'administration des sociétés participantes modifient le projet de constitution de la SE afin d'y inclure de nouvelles sociétés participantes ou filiales ou établissements concernés ou d'en exclure certaines ou certains visés par le projet de constitution initial, il y a lieu de procéder à une nouvelle information en application de l'article 5 de la présente convention et de constituer un nouveau groupe spécial de négociation, conformément aux articles 8 et suivants de la présente convention.

Sous-section VI - Information sur les noms des membres du groupe spécial de négociation et réunions

Article 13

Les organes compétents des sociétés participantes situés en Belgique sont informés des noms des membres du groupe spécial de négociation et des noms figurant dans la liste de réserve. Ils en informent les directions des filiales ou établissements concernés.

Une fois qu'ils ont été informés conformément à l'alinéa premier de la présente disposition, les organes compétents des sociétés participantes situés en Belgique convoquent une première réunion avec le groupe spécial de négociation.

Article 14

Le groupe spécial de négociation a le droit d'organiser, moyennant accord des organes compétents des sociétés participantes situés en Belgique, des réunions préparatoires précédant les réunions avec ces organes compétents.

Sous-section VII - Compétence du groupe spécial de négociation

Article 15

- § 1er. Le groupe spécial de négociation a pour tâche de fixer, avec les organes compétents des sociétés participantes, par un accord écrit, les modalités relatives à l'implication des travailleurs au sein de la SE.
- § 2. A cet effet, chaque organe compétent de chacune des sociétés participantes informe le groupe spécial de négociation du projet et du déroulement réel du processus de constitution de la SE, jusqu'à l'immatriculation de celle-ci.

Commentaire

L'implication des travailleurs visée au § 1er de la présente disposition recouvre les procédures d'implication des travailleurs dans l'entreprise ou le groupe d'entreprises dont la SE est la société dominante.

Le § 2 de la présente disposition a pour objectif de permettre, par exemple, au groupe spécial de négociation de constater un éventuel besoin de recomposition à la suite des changements intervenus dans la configuration initialement envisagée de l'opération de constitution de la SE.

Sous-section VIII - Fonctionnement

Article 16

A sa demande, aux fins des négociations, le groupe spécial de négociation peut être assisté par des experts de son choix, notamment des représentants des organisations des travailleurs au niveau communautaire. Ces experts peuvent assister, à titre consultatif, aux réunions de négociation, à la demande du groupe spécial de négociation, le cas échéant pour promouvoir la cohérence au niveau communautaire.

Le groupe spécial de négociation peut décider d'informer les représentants d'organisations extérieures appropriées, y compris des organisations de travailleurs, du début des négociations.

Le groupe spécial de négociation règle avec les organes compétents des sociétés participantes les modalités pratiques de la présence des experts aux réunions.

La prise en charge financière par les sociétés participantes est limitée à un seul expert, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 17

§ 1er. Le groupe spécial de négociation peut décider d'arrêter les négociations avec les organes compétents des sociétés participantes ou de ne pas les entamer et de se fonder sur la réglementation relative à l'information et à la consultation des travailleurs en vigueur dans les Etats membres où la SE occupe des travailleurs.

Cette décision doit être prise à la majorité de deux-tiers des membres représentant au moins les deux-tiers des travailleurs, comportant les voix de membres représentant les travailleurs occupés dans au moins deux Etats membres.

Lorsqu'une telle décision est prise, les dispositions de référence ne sont pas applicables.

Sauf accord contraire entre le groupe spécial de négociation et les organes compétents des sociétés participantes, le groupe spécial de négociation est dissous.

Lorsque le groupe spécial de négociation décide, conformément aux alinéas qui précèdent, de ne pas entamer des négociations ou de clore des négociations déjà entamées, la convention collective de travail n° 62 du 6 février 1996 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs et les conventions collectives de travail modifiant celle-ci sont applicables.

- § 2. Dans le cas d'une SE constituée par transformation, conformément à l'article 2, § 4 du règlement 2157/2001 du Conseil européen du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne, le § 1er de la présente disposition ne s'applique pas lorsqu'il y a participation dans la société anonyme qui doit être transformée.
- § 3. Le groupe spécial de négociation est réinstitué à la demande écrite d'au moins 10 % des travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements, ou de leurs représentants, au plus tôt deux ans après la date de la décision visée au § 1er de la présente disposition, à moins que les parties concernées ne conviennent de rouvrir les négociations plus rapidement.

Si le groupe spécial de négociation décide de rouvrir les négociations avec les organes compétents des sociétés participantes mais que ces négociations ne débouchent pas sur un accord conclu conformément aux articles 21 et suivants de la présente convention, aucune des dispositions des dispositions de référence n'est applicable.

Article 18

Les dépenses relatives au fonctionnement du groupe spécial de négociation et aux négociations sont supportées par les sociétés participantes de manière à permettre au groupe spécial de négociation de s'acquitter de sa mission d'une façon appropriée.

Article 19

Les décisions du groupe spécial de négociation se prennent à la majorité absolue des membres. Cette majorité doit représenter la majorité absolue des travailleurs représentés au groupe spécial de négociation.

Chaque membre dispose d'une voix.

Les décisions du groupe spécial de négociation portant sur un accord prévoyant de réduire les droits de participation par rapport à ceux existant au sein des sociétés participantes se prennent à la majorité des deux-tiers des membres du groupe spécial de négociation représentant au moins deux-tiers des travailleurs représentés au groupe spécial de négociation, comportant les voix des membres représentant des travailleurs occupés dans au moins deux États membres, lorsque :

1° la SE est constituée par voie de fusion et au moins 25 % du nombre total des travailleurs occupés par les sociétés participantes bénéficient d'un système de participation ;

ou

2° la SE est constituée par voie de création d'une SE-holding ou d'une SE-filiale et au moins 50 % du nombre total des travailleurs occupés par les sociétés participantes bénéficient d'un système de participation.

Aux fins de la présente disposition, on entend par réduction des droits de participation, une proportion de représentants des travailleurs siégeant au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE ou de membres de ces organes pour lesquels les représentants des travailleurs peuvent recommander la désignation ou s'y opposer, inférieure à la proportion qui, au sein des sociétés participantes, est la plus élevée.

Sous-section IX - Durée des négociations

Article 20

§ 1er. Les négociations débutent dès que le groupe spécial de négociation est valablement constitué et peuvent se poursuivre pendant les six mois qui suivent la première réunion entre le groupe spécial de négociation valablement constitué et les organes compétents des sociétés participantes.

§ 2. Le groupe spécial de négociation et les organes compétents des sociétés participantes peuvent décider, d'un commun accord, de prolonger les négociations au-delà de la période visée au § 1er, jusqu'à un an au total, à partir de la première réunion entre le groupe spécial de négociation et les organes compétents des sociétés participantes.

CHAPITRE V - CONTENU DE L'ACCORD

Article 21

L'accord porte soit sur l'institution et le fonctionnement d'un organe de représentation des travailleurs, soit sur l'institution d'une ou plusieurs procédures d'information et de consultation, pour la SE ayant son siège en Belgique.

L'accord doit être écrit. Il doit être signé par les représentants des organes compétents des sociétés participantes ainsi que par les membres du groupe spécial de négociation qui l'approuvent. Il est daté.

Article 22

L'accord sur l'institution et le fonctionnement, pour la SE ayant son siège en Belgique, d'un organe de représentation des travailleurs fixe au moins :

- 1° le champ d'application de l'accord ;
- 2° la composition, le nombre de membres et la répartition des sièges de l'organe de représentation qui sera l'interlocuteur de l'organe compétent de la SE dans le cadre des modalités relatives à l'information et à la consultation des travailleurs de la SE et de ses filiales ou établissements ;
- 3° les attributions et la procédure prévue pour l'information et la consultation de l'organe de représentation ;
- 4° la fréquence des réunions de l'organe de représentation ;
- 5° les ressources financières et matérielles à allouer à l'organe de représentation ;

- 6° si, au cours des négociations, les organes compétents des sociétés participantes et le groupe spécial de négociation décident d'arrêter des modalités de participation, la teneur de ces dispositions, y compris, le cas échéant, le nombre de membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE que les travailleurs auront le droit d'élire, de désigner, de recommander ou à la désignation desquels ils pourront s'opposer, les procédures à suivre pour que les travailleurs puissent élire, désigner ou recommander ces membres ou s'opposer à leur désignation, ainsi que leurs droits ;
- 7° la date d'entrée en vigueur de l'accord et sa durée, les cas dans lesquels l'accord devrait être renégocié et la procédure pour sa renégociation.

L'accord stipule qu'il remplit les conditions de majorité fixées à l'article 19 de la présente convention. Il constate la proportion de travailleurs représentée par chaque membre du groupe spécial de négociation.

Commentaire

En ce qui concerne le 7° du présent article, les parties peuvent entre autres convenir des règles à respecter en ce qui concerne les changements de structure de la SE, les modifications importantes de l'effectif ou le changement de localisation du siège de la SE.

Article 23

Les organes compétents des sociétés participantes et le groupe spécial de négociation peuvent convenir d'instituer, pour la SE ayant son siège en Belgique, une ou plusieurs procédures d'information et de consultation au lieu d'instituer un organe de représentation.

L'accord doit prévoir les modalités de mise en œuvre de ces procédures.

Article 24

Dans le cas d'une SE constituée par transformation, l'accord prévoit, pour tous les éléments de l'implication des travailleurs, un niveau au moins équivalent à celui qui existe dans la société qui doit être transformée en SE.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS DE REFERENCE

Section I - Conditions d'application des dispositions de référence

Article 25

Il est fait application des dispositions de référence concernant l'implication des travailleurs dans la SE à compter de la date de son immatriculation en Belgique lorsque :

1° les organes compétents des sociétés participantes et le groupe spécial de négociation le décident ;

ou

2° lorsque, dans le délai visé à l'article 20, aucun accord n'a été conclu et

- que l'organe compétent de chacune des sociétés participantes décide d'accepter l'application des dispositions de référence visées aux articles 25 à 50 et de poursuivre ainsi l'immatriculation de la SE ;

et

- que le groupe spécial de négociation n'a pas pris la décision visée à l'article 17 de ne pas entamer des négociations ou de clore des négociations déjà entamées.

En outre, les dispositions de référence concernant la participation des travailleurs dans la SE ne s'appliquent que :

1° dans le cas d'une SE constituée par transformation, si les règles relatives à la participation des travailleurs dans l'organe de surveillance ou d'administration s'appliquaient à une société transformée en SE ;

2° dans le cas d'une SE constituée par fusion :

- si, avant l'immatriculation de la SE, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des sociétés participantes en couvrant au moins 25 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des sociétés participantes ;

ou

- si, avant l'immatriculation de la SE, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des sociétés participantes en couvrant moins de 25 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des sociétés participantes et si le groupe spécial de négociation en décide ainsi ;

3° dans le cas d'une SE constituée par la création d'une société holding ou la constitution d'une filiale :

- si, avant l'immatriculation de la SE, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des sociétés participantes en couvrant au moins 50 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des sociétés participantes ;

ou

- si, avant l'immatriculation de la SE, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des sociétés participantes en couvrant moins de 50 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des sociétés participantes et si le groupe spécial de négociation en décide ainsi.

Article 26

Dans tous les cas où il y a application, en vertu de l'article 25, des dispositions de référence concernant la participation des travailleurs dans la SE et s'il y avait plus d'une forme de participation au sein des différentes sociétés participantes, le groupe spécial de négociation décide laquelle de ces formes doit être instaurée dans la SE. Cette décision se prend dans le respect des conditions de majorité fixées à l'article 19 de la présente convention.

Le groupe spécial de négociation informe les organes compétents des sociétés participantes des décisions prises au titre du présent article.

Section II - Composition de l'organe de représentation

Article 27

- § 1er. L'organe de représentation est composé de travailleurs de la SE et de ses filiales et établissements élus ou désignés en leur sein par les représentants des travailleurs ou, à défaut, par l'ensemble des travailleurs.
- § 2. Les membres de l'organe de représentation sont élus ou désignés en proportion du nombre de travailleurs occupés dans chaque Etat membre par les sociétés participantes et les filiales ou établissements concernés, en allouant pour chaque Etat membre un siège par tranche du nombre de travailleurs occupés dans cet Etat membre qui représente 10 % du nombre de travailleurs occupés par les sociétés participantes et les filiales ou établissements concernés dans l'ensemble des Etats membres, ou une fraction de ladite tranche.

Commentaire

Chaque Etat membre dans lequel des travailleurs sont occupés par une société participante et/ou une filiale ou établissement concerné, est représenté à l'organe de représentation.

Par exemple, si dans un Etat membre, la proportion des travailleurs occupés par rapport au nombre total des travailleurs est inférieure à 10 %, un mandat sera accordé à cet Etat. De même, si cette proportion atteint 10 %, un mandat sera accordé à cet Etat. Si cette proportion dépasse 10 % sans excéder 20 %, deux mandats sont attribués. Une proportion supérieure à 20 % donne droit à trois mandats.

Section III - Désignation des membres-travailleurs occupés en Belgique de l'organe de représentation et constitution d'une liste de réserve

Article 28

Les dispositions du présent article visent la désignation des membres-travailleurs de l'organe de représentation institué en Belgique ou dans un autre Etat membre.

Les membres-travailleurs de l'organe de représentation occupés en Belgique sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs occupés en Belgique siégeant aux conseils d'entreprise des sociétés participantes et de leurs filiales ou établissements concernés. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs de l'organe de représentation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise, les membres-travailleurs de l'organe de représentation sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs siégeant aux comités pour la prévention et la protection au travail. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs de l'organe de représentation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise et de comité pour la prévention et la protection au travail, chaque commission paritaire peut autoriser les délégations syndicales des sociétés participantes ou des filiales ou établissements concernés relevant de sa compétence sectorielle à désigner les membres-travailleurs de l'organe de représentation.

A défaut de conseil d'entreprise ou de comité pour la prévention et la protection au travail dans les sociétés participantes ou les filiales ou établissements concernés situés en Belgique, et à défaut d'autorisation de la commission paritaire, les travailleurs de la société participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné ont le droit d'élire ou de désigner les membres-travailleurs de l'organe de représentation.

Article 29

Afin d'assurer la continuité au sein de l'organe de représentation en cas de décès, d'incapacité de travail prolongée, de maternité, de départ de la société participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné, de démission du membre, ou de perte du mandat national qui constitue la base de la désignation ou de l'élection en tant que membre de l'organe de représentation, une liste de réserve est constituée.

Les personnes figurant dans cette liste de réserve sont désignées selon la même procédure que les membres de l'organe de représentation.

Cette liste est composée d'un remplaçant par mandat.

Article 30

L'organe compétent de la SE est informé de la composition de l'organe de représentation et des noms figurant dans la liste de réserve.

Section IV - Réaménagement de la composition de l'organe de représentation

Article 31

En cas de changements de structure ou de dimension de la SE ou de ses filiales et établissements ou en cas de modifications importantes de l'effectif, il y a lieu de procéder à une adaptation ou le cas échéant à une nouvelle composition de l'organe de représentation, conformément aux articles 27 et suivants.

Le protocole de collaboration établi en application de l'article 54 règle les modalités relatives à la composition de l'organe de représentation en cas de changements de structure ou de dimension de la SE.

Section V - Compétence de l'organe de représentation

Article 32

La compétence de l'organe de représentation est limitée aux questions qui concernent la SE elle-même ou toute filiale ou établissement situés dans un autre Etat membre, ou qui excèdent les pouvoirs des instances de décision dans un seul Etat membre.

Section VI - Procédure de négociation d'un accord ou maintien des dispositions de référence

Article 33

Quatre ans après l'institution de l'organe de représentation, il y a lieu :

- soit d'entamer une procédure de négociation en vue de la conclusion d'un accord, tel que visé au chapitre V ;
- soit de maintenir l'application des dispositions de référence fixées au présent chapitre.

S'il est décidé d'entamer la procédure de négociation, l'organe de représentation remplit la fonction de groupe spécial de négociation. L'organe de représentation continue de fonctionner pendant la durée de la procédure.

S'il est décidé de ne pas entamer de négociation ou si dans le délai fixé à l'article 20 aucun accord n'a été conclu, les dispositions de référence fixées au présent chapitre continuent à s'appliquer.

Section VII - Comité restreint

Article 34

Si sa taille le justifie, l'organe de représentation élit en son sein un comité restreint comprenant au maximum trois membres.

Le règlement d'ordre intérieur de l'organe de représentation peut prévoir des règles relatives à la répartition géographique des mandats au comité restreint.

Section VIII - Réunions

Article 35

Avant toute réunion avec l'organe compétent de la SE, l'organe de représentation ou le comité restreint, le cas échéant, élargi conformément à l'article 38, § 4 est habilité à se réunir sans que les représentants de l'organe compétent ne soient présents.

Sous-section I - Réunions annuelles

Article 36

L'organe de représentation a le droit d'être informé et consulté et, à cette fin, de se réunir avec l'organe compétent de la SE au moins une fois par an, sur la base de rapports écrits réguliers établis par l'organe compétent, au sujet de l'évolution des activités de la SE et de ses perspectives. Les directions locales en sont informées.

L'organe compétent de la SE fournit à l'organe de représentation l'ordre du jour des réunions de l'organe d'administration ou le cas échéant, de l'organe de direction et de surveillance, ainsi que des copies de tous les documents soumis à l'assemblée générale de ses actionnaires.

Le protocole de collaboration visé à l'article 54 prévoit le délai et les modalités de transmission du rapport, de l'ordre du jour et des copies de documents visés à l'alinéa 2 aux membres de l'organe de représentation.

Article 37

La réunion porte notamment sur la structure, la situation économique et financière, l'évolution probable des activités, de la production et des ventes, la situation et l'évolution probable de l'emploi, les investissements, les changements substantiels concernant l'organisation, l'introduction de nouvelles méthodes de travail ou de nouveaux procédés de production, les transferts de production, les fusions, les réductions de capacité ou les fermetures d'entreprises, d'établissements ou de parties importantes de ceux-ci et les licenciements collectifs.

Sous-section II - Réunions lors de circonstances exceptionnelles

Article 38

- § 1er. Lorsque des circonstances exceptionnelles interviennent qui affectent considérablement les intérêts des travailleurs, notamment en cas de délocalisation, de transferts, de fermeture d'entreprises ou d'établissements ou de licenciements collectifs, l'organe de représentation a le droit d'en être informé. L'organe de représentation ou, s'il en décide ainsi, notamment pour des raisons d'urgence, le comité restreint, a le droit de rencontrer, à sa demande, l'organe compétent de la SE ou tout autre niveau de direction plus approprié au sein de la SE ayant la compétence de prendre des décisions propres, afin d'être informé et consulté sur les mesures affectant considérablement les intérêts des travailleurs.
- § 2. Lorsque l'organe compétent décide de ne pas suivre l'avis exprimé par l'organe de représentation, ce dernier a le droit de rencontrer à nouveau l'organe compétent de la SE pour tenter de parvenir à un accord.
- § 3. Le protocole de collaboration visé à l'article 54 prévoit les modalités de la convocation des réunions spéciales.

- § 4. A la réunion organisée avec le comité restreint, ont aussi le droit de participer les membres de l'organe de représentation qui représentent les travailleurs directement concernés par les mesures visées au § 1er.
- § 5. Les réunions d'information et de consultation visées aux § 1er et § 2 s'effectuent dans les meilleurs délais conformément à l'article 3, § 7, 2°.
- § 6. Ces réunions d'information et de consultation s'effectuent sur la base d'un rapport écrit établi par l'organe compétent ou par tout autre niveau de direction approprié de la SE, sur lequel un avis peut être émis à l'issue de ces réunions ou dans un délai raisonnable.
- § 7. Ces réunions ne portent pas atteinte aux prérogatives de l'organe compétent.

Section IX - Information sur la teneur et les résultats des procédures d'information et de consultation

Article 39

Les membres-travailleurs de l'organe de représentation informent les représentants des travailleurs de la SE et de ses filiales et établissements de la teneur et des résultats des procédures d'information et de consultation.

Section X - Fonctionnement de l'organe de représentation

Article 40

L'organe de représentation adopte son règlement d'ordre intérieur.

Article 41

L'organe de représentation et le comité restreint peuvent être assistés par des experts de leur choix.

Le protocole de collaboration visé à l'article 54 règle les modalités pratiques de la présence des experts aux réunions de l'organe de représentation et du comité restreint.

La prise en charge financière par l'organe compétent de la SE est limitée à un seul expert.

Article 42

Dans la mesure où cela est nécessaire pour l'accomplissement de leurs tâches, les membres de l'organe de représentation ont droit à un congé de formation sans perte de salaire.

Article 43

Les dépenses de l'organe de représentation sont supportées par la SE, qui dote les membres de l'organe des ressources financières et **matérielles** nécessaires pour leur permettre de s'acquitter de leur mission d'une manière appropriée.

En particulier, la SE prend en charge, sauf s'il en a été convenu autrement, les frais d'organisation des réunions et d'interprétation, ainsi que les frais de séjour et de déplacement des membres de l'organe de représentation et du comité restreint.

Section XI - Dispositions de référence pour la participation

Sous-section I - SE constituée par transformation

Article 44

Dans le cas d'une SE constituée par transformation, si les règles d'un Etat membre relatives à la participation des travailleurs dans l'organe d'administration ou de surveillance s'appliquaient avant l'immatriculation, tous les éléments de la participation des travailleurs continuent à s'appliquer à la SE.

Les dispositions de la sous-section II s'appliquent mutadis mutandis à cette fin.

Sous-section II - Autres cas de constitution d'une SE

Article 45

Dans les autres cas de constitution d'une SE, les travailleurs de la SE, de ses filiales et établissements et/ou leur organe de représentation ont le droit d'élire, de désigner, de recommander ou de s'opposer à la désignation d'un nombre de membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE égal à la plus élevée des proportions en vigueur dans les sociétés participantes concernées avant l'immatriculation de la SE.

Article 46

Si aucune des sociétés participantes n'était régie par des règles de participation avant l'immatriculation de la SE, cette dernière n'est pas tenue d'instaurer des dispositions en matière de participation des travailleurs.

Article 47

- § 1er. L'organe de représentation décide de la répartition des sièges au sein de l'organe de surveillance ou d'administration entre les membres représentant les travailleurs des différents Etats membres ou de la façon dont les travailleurs de la SE peuvent recommander la désignation des membres de ces organes ou s'y opposer.
- § 2. La répartition des sièges s'effectue en fonction de la proportion des travailleurs de la SE occupés par la SE et ses filiales et établissements dans chaque Etat membre.
- § 3. Si la répartition des sièges ne permet pas de représenter les travailleurs d'un ou plusieurs Etats membres, un des sièges leur sera néanmoins alloué par l'organe de représentation, d'abord à l'Etat du siège de la SE, ensuite si cet Etat est déjà représenté, à celui des autres Etats membres, non encore représentés, qui compte le plus grand nombre de travailleurs.
- § 4. Lorsqu'il y a lieu à application du § 3, la réattribution du siège s'effectue selon l'une des trois modalités suivantes :
- 1° le siège réattribué sera un des sièges attribués initialement à l'Etat membre en comptant le plus ;

ou

 - 2° il convient de procéder à la répartition proportionnelle de tous les sièges moins un. Le siège ainsi réservé est réattribué ;

ou

 - 3° le règlement d'ordre intérieur de l'organe de représentation fixe les règles à suivre afin de déterminer le siège à réattribuer.

Article 48

Les membres-travailleurs de l'organe de surveillance ou d'administration occupés en Belgique sont désignés ou élus conformément à l'article 28 de la présente convention.

Article 49

Afin d'assurer la continuité au sein de l'organe de surveillance ou d'administration en cas de décès, d'incapacité de travail prolongée, de maternité, de départ de la société participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné, de démission du membre, ou de perte du mandat national qui constitue la base de la désignation ou de l'élection en tant que membre de l'organe d'administration ou de surveillance, une liste de réserve est constituée.

Les membres figurant dans cette liste de réserve sont désignés selon la même procédure que les membres de l'organe de surveillance ou d'administration.

Cette liste est composée d'un remplaçant par mandat.

Article 50

Tout membre de l'organe de surveillance ou d'administration de la SE qui a été élu, désigné ou recommandé par l'organe de représentation ou élu ou désigné par les représentants des travailleurs ou par les travailleurs en est membre de plein droit, avec les mêmes droits et obligations que les membres représentant les actionnaires, y compris le droit de vote.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

Section I - Fonctionnement de l'organe de représentation et de la procédure d'information et de consultation des travailleurs

Article 51

L'organe compétent de la SE situé en Belgique et l'organe de représentation travaillent dans un esprit de coopération dans le respect de leurs droits et obligations réciproques.

Il en va de même pour la coopération entre l'organe compétent de la SE situé en Belgique et les membres de l'organe de représentation dans le cadre d'une procédure d'information et de consultation des travailleurs.

Section II - Moyens à consentir aux membres de l'organe de représentation et aux représentants des travailleurs, occupés en Belgique, des filiales et établissements de la SE

Article 52

Le temps et les moyens nécessaires doivent être accordés aux membres de l'organe de représentation et aux représentants des travailleurs de l'ensemble des unités techniques d'exploitation situées en Belgique, qui ressortissent au champ d'application de l'organe de représentation, pour permettre aux membres de l'organe de représentation d'informer les représentants des travailleurs de l'ensemble des unités techniques d'exploitation sur la teneur et les résultats de la procédure d'information et de consultation se déroulant au sein de l'organe de représentation.

Section III - Statut

Article 53

Les membres du groupe spécial de négociation, les membres de l'organe de représentation, les représentants des travailleurs exerçant leurs fonctions dans le cadre de la procédure visée à l'article 23 et les représentants des travailleurs siégeant dans l'organe de surveillance ou d'administration d'une SE, occupés en Belgique, bénéficient dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes droits et de la même protection que les membres représentant les travailleurs au conseil d'entreprise, en particulier en ce qui concerne la participation aux réunions et aux éventuelles réunions préparatoires et le paiement de leur salaire pendant la durée d'absence nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

Section IV - Protocole de collaboration

Article 54

Pour la bonne organisation des réunions d'information et de consultation, l'organe compétent de la SE situé en Belgique et, respectivement, l'organe de représentation et le comité restreint doivent régler notamment les points suivants dans un protocole de collaboration : la présidence, le secrétariat et l'agenda des réunions, la convocation des réunions spéciales, la transmission des rapports, les changements de structure ou de dimension de la SE, la présence d'experts aux réunions, les règles budgétaires, la formation, la traduction et l'interprétation.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

Article 55

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 8 octobre 2004.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le six octobre deux mille quatre.

Article 8 - Exemples pratiques

I. Exemple 1 - Les sociétés A à F fusionnent en une société européenne et elles sont situées dans quatre Etats différents.

A. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Les sociétés A à F fusionnent. Ces sociétés comptent au total 7.000 travailleurs. Pour chaque tranche de 10 % (700) ou une fraction de celle-ci, un siège est attribué par Etat membre, par sociétés participantes et filiales ou établissements concernés.

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs Total par pays	% par rapport au total travailleur	Mandats
Belgique	Société A: 120	-	120	1,7% : 1 mandat	
France	Société B : 500	Société C : 1.000	1.500	21,4% : 3 mandats	
Espagne	Société D : 5.000	Société E : 320	5.320	76 % : 8 mandats	
Luxembourg	-	Société F : 60	60	0,86 % : 1 mandat	
			7.000		13 mandats

B. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

1. Principe - Dans chaque Etat membre : un mandat par société participante qui cessera d'exister juridiquement.

Pays	Nombre mandats par pays	Nombre mandats par pays	Total mandats par pays
Belgique	Société A : 1	0	1
France	Société B : 1	Société C : 1	2
Espagne	Société D : 1	Société E : 1	2
Luxembourg	0	Société F : 1	1
			6 mandats

2. Application des règles de non cumul et de réduction

Variante 1

a. Pas de représentation directe ni de double représentation

- en Belgique, le membre "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la société A : pas de mandat supplémentaire pour la Belgique (règle de représentation directe) ;
- en France, un représentant "ordinaire" au GSN est un "permanent" du secteur concerné (société B) et le second est un représentant d'une filiale de la société C : un seul mandat supplémentaire car pour la société B il y a double représentation, le "permanent" étant censé représenter les travailleurs de cette société B ;
- en Espagne les deux représentants "ordinaires" au GSN ont un mandat au sein de chacune des deux sociétés participantes D et E : suivant la règle de représentation directe, l'Espagne n'a pas de mandat supplémentaire ;
- au Luxembourg, le représentant "ordinaire" au GSN est également un "permanent" du secteur : la règle de double représentation s'applique et il n'y a pas de mandat supplémentaire.

Au total : seul un mandat supplémentaire serait accordé à la société C.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 13 membres "ordinaires". Ne peuvent donc être attribués que 3 mandats supplémentaires. Ici, suite à l'application des règles qui précèdent, seul un siège supplémentaire peut être attribué. Il n'y a donc pas application de la règle de réduction des mandats supplémentaires.

Variante 2

a. Pas de représentant direct ni de double représentation

- en Belgique, le membre "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel d'une filiale de la société A : un mandat supplémentaire est accordé à la Belgique ;

- en France et en Espagne, les deux membres "ordinaires" au GSN sont également des représentants du personnel d'une filiale des sociétés B et C et d'une filiale des sociétés D et E : deux mandats supplémentaires sont octroyés à la France et deux mandats supplémentaires à l'Espagne ;
- au Luxembourg, le membre "ordinaire" au GSN est un "permanent" du secteur. La règle de double représentation s'applique et le Luxembourg n'a pas de mandat supplémentaire.

Au total, cing mandats supplémentaires devraient en principe être attribués.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires".

En application des règles de non cumul explicitées au point a. ci-dessus cinq mandats supplémentaires devraient être attribués.

Or, comme le GSN compte 13 membres "ordinaires", ne peuvent être attribués que 3 mandats supplémentaires.

Les mandats supplémentaires sont attribués "à des sociétés d'Etats membres différents selon l'ordre décroissant du nombre de travailleurs qu'elles emploient".

Par conséquent :

- en Espagne, la société D compte 5.000 travailleurs et celle-ci a droit au premier mandat ;
- en France, la société C a 1.000 travailleurs et cette dernière a droit au deuxième mandat ;
- en Belgique, la société A ne compte que 120 travailleurs (alors que la société B occupe 500 travailleurs en France, mais la directive prévoit l'attribution des mandats supplémentaires à des sociétés d'Etats membres différents) et elle obtient le troisième mandat supplémentaire.

2. Application des règles de non cumul et de réduction

Variante 1

a. Pas de représentation directe ni de double représentation

- en Belgique, le représentant "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la société A : la société A "perd" donc droit à un membre supplémentaire : reste pour la Belgique, la possibilité d'avoir cinq mandats supplémentaires ;
- en France, deux des six mandats "ordinaires" sont occupés par des représentants du secteur concerné (pour les sociétés H et I), la société G est représentée par l'un des représentants du personnel de cette société, de même que les sociétés J, K et L : la France n'a donc pas de mandat supplémentaire ;
- au Royaume-Uni, l'ensemble des membres "ordinaires" au GSN sont des délégués syndicaux du secteur concerné : le Royaume-Uni n'a donc pas de mandat supplémentaire.

Au total : cinq mandats supplémentaires seraient attribués.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 12 membres "ordinaires" soit une possibilité de 2 mandats supplémentaires. Seule la Belgique peut attribuer des mandats supplémentaires (il n'y a pas "d'Etats membres différents"), mais au lieu des cinq mandats résultant de l'application des règles qui précèdent, seuls deux seront effectivement accordés.

Variante 2

a• Pas de représentation directe ni de double représentation

- en Belgique, le représentant "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la société A : la société A "perd donc son droit à un membre supplémentaire : reste pour la Belgique la possibilité d'avoir cinq mandats supplémentaires ;

- en France, les sociétés H et I sont représentées par des délégués du secteur : elles n'ont donc pas droit à un mandat supplémentaire. Les sociétés G, J, K et L sont représentées par des délégués issus de filiales et conservent chacune leur droit à un mandat supplémentaire (donc quatre mandats supplémentaires) ;
- au Royaume-Uni, les sociétés N, O et P sont représentées par un délégué des secteurs, la société R par un délégué du personnel de l'entreprise et les sociétés M et Q par les délégués de filiales : deux mandats supplémentaires devraient donc être attribués au Royaume-Uni.

Au total : onze mandats supplémentaires devraient être accordés.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 12 membres. Deux mandats supplémentaires peuvent être attribués. Ils sont accordés "à des sociétés d'Etats membres différents selon l'ordre décroissant du nombre de travailleurs qu'elles emploient".

Soit pour la Belgique	:	Société B : 900 travailleurs
		Société C : 800 travailleurs
		Société D : 600 travailleurs
		Société E : 500 travailleurs
		Société F : 500 travailleurs
pour la France	:	<u>Société G : 10.000 travailleurs</u>
		Société J : 7.000 travailleurs
		Société K : 6.000 travailleurs
		Société L : 5.000 travailleurs
pour le Royaume-Uni	:	Société M : 4.000 travailleurs
		<u>Société Q : 5.000 travailleurs</u>

Obtiennent donc les mandats supplémentaires, la société G et la société Q.

III. Exemple 3 - Les sociétés A à R fusionnent en une société européenne et elles sont situées dans dix Etats différents

A. Variante 1

1. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs total par pays	% par rapport total travailleurs	Mandats
Belgique	Société A : 120	Société B : 150	270	4,2 % : 1 mandat	
France	Société C : 500	Société D : 600	1.100	17,3 % : 2 mandats	
Allemagne	Société E : 550	Société F : 450	1.000	15,7 % : 2 mandats	
Pays-Bas	-	Société G : 400	400	6,3 % : 1 mandat	
Autriche	Société H : 350	Société I : 400	750	11,8 % : 2 mandats	
Espagne	Société J : 600	Société K : 150	750	11,8 % : 2 mandats	
Italie	Société L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandat	
Royaume-Uni	Société M : 100	Société N : 440	540	8,5 % : 1 mandat	
Irlande	Société O : 60	Société P : 540	600	9,4 % : 1 mandat	
Suède	Société Q : 520	Société R : 100	620	9,7 % : 1 mandat	
			6.355		14 mandats

2. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

- a. Principe - Dans chaque Etat membre : un mandat supplémentaire par société participante qui cesse d'exister juridiquement

Belgique : 2 mandats

France : 2 mandats

Allemagne	:	2 mandats
Pays-Bas	:	1 mandat
Autriche	:	2 mandats
Espagne	:	2 mandats
Italie	:	1 mandat
Royaume-Uni	:	2 mandats
Irlande	:	2 mandats
Suède	:	<u>2 mandats</u>

18 mandats

b. Application des règles de non cumul et de réduction

1) Pas de représentation directe ni de double représentation

Dans tous les Etats concernés, les travailleurs des sociétés participantes objet de la fusion sont représentés par un délégué des travailleurs d'une filiale. Chacune conserve donc son droit à ses mandats supplémentaires.

2) Pas d'augmentation de plus de 20. % d.u. nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 14 membres "ordinaires" : ne peuvent donc être attribuées que 3 mandats supplémentaires.

Les sociétés D (France) et J (Espagne) comptent chacune le plus de travailleurs (600) et obtiennent les deux premiers mandats. Le troisième est attribué à la société E qui occupe 550 travailleurs (Allemagne).

B. Variante 2

1. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Soit l'exemple précédent mais le nombre de travailleurs a été modifié dans les sociétés C et D (France), E et F (Allemagne), J et K (Espagne) et Q et R (Suède).

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs total par pays	% par rapport total travailleurs	Mandats
Belgique	Société A : 120	Société B : 150	270	4,2 % : 1 mandat	
France	Société C : 550	Société D : 550	1.100	17,3 % : 2 mandats	
Allemagne	Société E : 530	Société F : 470	1.000	15,7 % : 2 mandats	
Pays-Bas	-	Société G : 400	400	6,3 % : 1 mandat	
Autriche	Société H : 350	Société I : 400	750	11,8 % : 2 mandats	
Espagne	Société J : 500	Société K : 250	750	11,8 % : 2 mandats	
Italie	Société L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandat	
Royaume-Uni	Société M : 100	Société N : 440	540	8,5 % : 1 mandat	
Irlande	Société O : 60	Société P : 540	600	9,4 % : 1 mandat	
Suède	Société Q : 530	Société R : 90	620	9,7 % : 1 mandat	
			6.355		14 mandats

2. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

- a. Principe - Dans chaque Etat membre : un mandat supplémentaire par société participante qui cessera d'exister juridiquement

Soit, comme dans la variante 1:18 mandats.

- b. Application des règles de non cumul et de réduction

1) Pas de représentation directe ni de double représentation

Dans tous les Etats concernés, les travailleurs des sociétés participantes objet de la fusion sont représentés par un délégué des travailleurs d'une filiale. Chacune conserve son droit à des mandats supplémentaires.

2) Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandat "ordinaires".

Trois mandats supplémentaires peuvent être attribués :

- les sociétés C et D, toutes deux situées en France, comptent chacune 550 travailleurs : la France devra donc organiser un système pour qu'un seul membre supplémentaire soit désigné (la directive prévoit que les mandats sont attribués à des sociétés d'Etats membres différents) ;
- la société P, en Irlande, occupe 540 travailleurs et reçoit le deuxième mandat ;
- la société E en Allemagne et la société Q en Suède ont chacune 530 travailleurs : ici la directive ne fixe aucune règle permettant de déterminer quelle société recevra le mandat¹.

¹ On peut éventuellement songer à la société située dans l'Etat membre dans lequel le nombre total de travailleurs occupés est le plus élevé.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
CHAPITRE I - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION (Articles 1er et 2)	3
CHAPITRE II - DEFINITIONS (Article 3)	3
CHAPITRE III - DETERMINATION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS (Article 4)	8
CHAPITRE IV - PROCEDURE PREALABLE ET GROUPE SPECIAL DE NEGOCIATION	8
Section I - Mise en œuvre de la procédure et délivrance d'informations préliminaires (Article 5)	8
Section II - Groupe spécial de négociation	9
Sous-section I - Création d'un groupe spécial de négociation (Article 6)	9
Sous-section II - Esprit de coopération (Article 7)	10
Sous-section III - Composition du groupe spécial de négociation (Article 8)	10
Sous-section IV - Désignation des membres-travailleurs occupés en Belgique et constitution d'une liste de réserve (Articles 9 à 11)	11
Sous-section V - Réaménagement de la composition du groupe spécial de négociation (Article 12)	13
Sous-section VI - Information sur les noms des membres du groupe spécial de négociation et réunions (Articles 13 et 14)	13
Sous-section VII - Compétence du groupe spécial de négociation (Article 15)	14

	<u>Pages</u>
Sous-section VIII - Fonctionnement (Articles 16 à 19)	15
Sous-section IX - Durée des négociations (Article 20)	17
CHAPITRE V - CONTENU DE L'ACCORD (Articles 21 à 24)	18
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS DE REFERENCE	20
Section I - Conditions d'application des dispositions de référence (Articles 25 et 26)	20
Section II - Composition de l'organe de représentation (Article 27)	22
Section III - Désignation des membres-travailleurs occupés en Belgique de l'organe de représentation et constitution d'une liste de réserve (Articles 28 à 30)	23
Section IV - Réaménagement de la composition de l'organe de représentation (Article 31)	24
Section V - Compétence de l'organe de représentation (Article 32)	25
Section VI - Procédure de négociation d'un accord ou maintien des dispositions de référence (Article 33)	25
Section VII - Comité restreint (Article 34)	26
Section VIII- Réunions (Article 35)	26
Sous-section I - Réunions annuelles (Articles 36 et 37)	26
Sous-section II - Réunions lors de circonstances exceptionnelles (Article 38)	27

	<u>Pages</u>
Section IX - Information sur la teneur et les résultats des procédures d'information et de consultation (Article 39)	28
Section X - Fonctionnement de l'organe de représentation (Articles 40 à 43)	28
Section XI - Dispositions de référence pour la participation	30
Sous-section I - SE constituée par transformation (Article 44)	30
Sous-section II - Autres cas de constitution d'une SE (Articles 45 à 50)	30
CHAPITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES	32
Section I - Fonctionnement de l'organe de représentation et de la procédure d'information et de consultation des travailleurs (Article 51)	32
Section II - Moyens à consentir aux membres de l'organe de représentation et aux représentants des travailleurs, occupés en Belgique, des filiales et établissements de la SE (Article 52)	33
Section III - Statut (Article 53)	33
Section IV - Protocole de collaboration (Article 54)	34
CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES (Article 55)	34

ANNEXE

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	20/10/2004	2004-2994
REGISTRATIE	08/11/2004	72851

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 84

Zitting van woensdag 6 oktober 2004

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE
DE ROL VAN DE WERKNEMERS IN DE
EUROPESE VENNOOTSCHAP

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 84 VAN 6 OKTOBER 2004
BETREFFENDE DE ROL VAN DE WERKNEMERS IN
DE EUROPESE VENNOOTSCHAP

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap (SE), meer bepaald artikel 20, lid 1, i);

Gelet op richtlijn 2001/86/EG van de Raad van de Europese Unie van 8 oktober 2001 tot aanvulling van het statuut van de Europese vennootschap met betrekking tot de rol van de werknemers;

Overwegende dat de voornoemde verordening in Belgisch recht werd omgezet door een koninklijk besluit van 1 september 2004 houdende tenuitvoerlegging van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap;

Overwegende dat de werknemers een rol moeten kunnen spelen in de Europese vennootschappen;

Overwegende dat die rol moet worden gewaarborgd door de instelling en werking van een vertegenwoordigingsorgaan voor de werknemers of door de instelling van een of meer informatie- en raadplegingsprocedures;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 6 oktober 2004 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - ONDERWERP EN TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze overeenkomst geeft uitvoering aan richtlijn 2001/86/EG van de Raad van de Europese Unie van 8 oktober 2001 tot aanvulling van het statuut van de Europese vennootschap met betrekking tot de rol van de werknemers.

Zij heeft tot doel de te volgen procedures en de regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers in een Europese vennootschap vast te stellen.

Artikel 2

Er moeten regelingen worden vastgesteld met betrekking tot de rol van de werknemers, volgens de in deze overeenkomst bepaalde procedure, in de Europese vennootschappen die voldoen aan de voorwaarden bepaald in de hoofdstukken IV en V van deze overeenkomst.

De regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers moeten de gehele Europese vennootschap bestrijken. Dit is beperkt tot de ondernemingen en vestigingen in de lidstaten, tenzij de overeenkomst bedoeld in hoofdstuk V, bepaalt dat andere staten dan de lidstaten worden bestreken.

Commentaar

De overeenkomst bedoeld in de tweede alinea van artikel 2, heeft maar uitwerking voorzover het Belgisch recht toepasselijk wordt verklaard op de Europese vennootschap krachtens verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap (SE).

HOOFDSTUK II - DEFINITIES

Artikel 3

In deze overeenkomst wordt ingevolge de voornoemde richtlijn verstaan onder :

- * de indirecte vestigingen van de deelnemende vennootschappen, d.w.z. de vestigingen van de indirecte dochterondernemingen van die vennootschappen.
- § 5. "vertegenwoordigingsorgaan" : het grensoverschrijdende orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt, ingesteld bij de in artikel 21 bedoelde overeenkomst of overeenkomstig de referentievoorschriften opgenomen in Hoofdstuk VI, ten behoeve van de informatie en raadpleging van de werknemers van de SE en haar dochterondernemingen en vestigingen in een lidstaat en, in voorkomend geval, de uitoefening van medezeggenschapsrechten in verband met de SE.
- § 6. "bijzondere onderhandelingsgroep" : de overeenkomstig artikel 6 ingestelde groep die tot doel heeft met het bevoegde orgaan van de deelnemende vennootschappen te onderhandelen over de vaststelling van regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers in de SE.
- § 7. "rol van de werknemers": informatie, raadpleging en medezeggenschap.

In deze overeenkomst wordt verstaan onder :

- 1° "informatie" : het verstrekken, door het bevoegde orgaan van de SE, aan het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt en/of aan de werknemersvertegenwoordigers, van inlichtingen over aangelegenheden die betrekking hebben op de SE zelf en op eender welke van haar dochterondernemingen of vestigingen in een andere lidstaat of over aangelegenheden die de bevoegdheid van de besluitvormingsorganen in één enkele lidstaat te buiten gaan, op een zodanig tijdstip, op een zodanige wijze en met een zodanige inhoud dat de werknemersvertegenwoordigers het mogelijke effect ervan grondig kunnen beoordelen en, in voorkomend geval, raadplegingen met het bevoegde orgaan van de SE kunnen voorbereiden;
- 2° "raadpleging" : de instelling van dialoog en de uitwisseling van standpunten tussen het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt en/of de werknemersvertegenwoordigers en het bevoegde orgaan van de SE, op een zodanig tijdstip, op een zodanige wijze en met een zodanige inhoud dat de werknemersvertegenwoordigers, op basis van de verstrekte informatie, een mening over de door het bevoegde orgaan beoogde maatregelen kenbaar kunnen maken waarmee rekening kan worden gehouden in het besluitvormingsproces binnen de SE;
- 3° "medezeggenschap" : de invloed van het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt en/of van de werknemersvertegenwoordigers op de gang van zaken bij een vennootschap via :
 - * het recht om een aantal leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de vennootschap te kiezen of te benoemen,

of

- * het recht om met betrekking tot de benoeming van een aantal of alle leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de vennootschap aanbevelingen te doen of bezwaar te maken.

§ 8. "werknemers" : de personen die arbeid verrichten krachtens een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst.

§ 9. "lidstaten" : de lidstaten van de Europese Unie en de andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte, bedoeld in de richtlijn.

Commentaar

- a. Voor de toepassing van § 2, derde alinea van dit artikel dient in herinnering te worden gebracht dat artikel 48 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap als volgt luidt : "Onder vennootschappen worden verstaan maatschappen naar burgerlijk recht of handelsrecht, de coöperatieve verenigingen of vennootschappen daaronder begrepen, en de overige rechtspersonen naar publiek- of privaatrecht, met uitzondering van vennootschappen welke geen winst beogen".
- b. Paragraaf 3 van dit artikel omvat alle dochterondernemingen en alle vestigingen die beantwoorden aan de definities van die begrippen in de zin van de wetgeving van de lidstaat, die op de zeggenschap uitoefenende onderneming van toepassing is.
- c. De definitie van § 7, 1° van dit artikel houdt een grensoverschrijdende dimensie in ("... over aangelegenheden die betrekking hebben op de SE zelf en op eender welke van haar dochterondernemingen of vestigingen in een andere lidstaat of over aangelegenheden die de bevoegdheid van de besluitvormingsorganen in één enkele lidstaat te buiten gaan").

Het eerste deel van die grensoverschrijdende dimensie impliceert dat de informatie handelt over aangelegenheden die betrekking hebben op het geheel van de SE of ten minste twee in verschillende lidstaten gelegen dochterondernemingen of vestigingen van de SE.

Het tweede deel van die grensoverschrijdende dimensie verruimt het toepassingsgebied ervan aangezien de aangelegenheden die betrekking hebben op één enkele lidstaat, worden geacht een grensoverschrijdende dimensie te hebben zodra de desbetreffende beslissing werd genomen in een andere lidstaat.

HOOFDSTUK III - VASTSTELLING VAN HET AANTAL WERKNEMERS

Artikel 4

In deze overeenkomst wordt bij de vaststelling van het aantal werknemers uitgegaan van het gemiddelde aantal werknemers tewerkgesteld in de in België gelegen deelnemende vennootschappen en hun dochterondernemingen of vestigingen, met inbegrip van de deeltijdse werknemers, gedurende de twee jaar voorafgaand aan de dag waarop de in artikel 5 bedoelde procedure ten uitvoer wordt gelegd.

Het gemiddelde aantal in België tewerkgestelde werknemers wordt berekend overeenkomstig de bepalingen inzake de nadere regels voor de berekening van dit gemiddelde aantal, met uitzondering van de wegingsregels, zoals vastgesteld in de regelgeving betreffende de sociale verkiezingen, aangenomen ter uitvoering van artikel 14, § 1, eerste alinea van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

HOOFDSTUK IV - VOORAFGAANDE PROCEDURE EN BIJZONDERE ONDERHANDELINGSGROEP

Afdeling I - Tenuitvoerlegging van de procedure en verstrekking van voorafgaande informatie

Artikel 5

- § 1. Wanneer de leidinggevende of de bestuursorganen van de deelnemende vennootschappen een voorstel tot oprichting van een SE opstellen, doen zij zo spoedig mogelijk na de openbaarmaking van het fusievoorstel of het voorstel tot oprichting van een holdingmaatschappij, dan wel na overeenstemming te hebben bereikt over een voorstel tot oprichting van een dochteronderneming of tot omzetting in een SE, het nodige - waaronder het verstrekken van informatie - om met de vertegenwoordigers van de werknemers van de deelnemende vennootschappen en de betrokken dochterondernemingen en vestigingen, in onderhandeling te treden over regelingen inzake de rol van de werknemers in de SE.

- § 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder informatie verstaan, informatie over de procedure volgens welke regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers worden vastgesteld in het fusievoorstel of het voorstel tot oprichting van een holdingmaatschappij, respectievelijk bedoeld in artikel 20, lid 1, i) en artikel 32, lid 2 van verordening 2157/2001 van de Europese Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap, informatie over de gevolgen voor de werknemers van de omzetting in een SE, zoals bedoeld in artikel 37, lid 4 van dezelfde verordening, alsook informatie over de identiteit van de deelnemende vennootschappen, al hun dochterondernemingen en vestigingen, en het aantal werknemers van de deelnemende vennootschappen, hun dochterondernemingen en vestigingen.

Deze informatie wordt uitgesplitst naar deelnemende vennootschap, dochteronderneming en vestiging van die deelnemende vennootschappen. De informatie heeft voorts betrekking op het aantal werknemers van de deelnemende vennootschappen die een medezeggenschapssysteem hebben ingesteld en op hun verhouding in het totale aantal door die deelnemende vennootschappen tewerkgestelde werknemers.

- § 3. Deze informatie wordt bezorgd aan de werknemersvertegenwoordigers van alle deelnemende vennootschappen en alle betrokken dochterondernemingen en vestigingen. Bij ontstentenis van werknemersvertegenwoordigers van de deelnemende vennootschappen en de betrokken dochterondernemingen en vestigingen, wordt deze informatie bezorgd aan de werknemers van die deelnemende vennootschappen of betrokken dochterondernemingen en vestigingen.

Afdeling II - Bijzondere onderhandelingsgroep

Onderafdeling I - Instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep

Artikel 6

Zodra de procedure overeenkomstig artikel 5 ten uitvoer is gelegd, wordt er een bijzondere onderhandelingsgroep, die representatief is voor de werknemers van de deelnemende vennootschappen en de betrokken dochterondernemingen en vestigingen, samengesteld.

Onderafdeling II - Geest van samenwerking

Artikel 7

De bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen en de bijzondere onderhandelingsgroep onderhandelen in een geest van samenwerking om tot een akkoord te komen over regelingen betreffende de rol van de werknemers in de SE.

Onderafdeling III - Samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep

Artikel 8

- § 1. De leden van de bijzondere onderhandelingsgroep worden gekozen of aangewezen volgens de in het geldende nationale recht vastgestelde regels, in verhouding tot het aantal werknemers dat in de onderscheiden lidstaten in dienst is van de deelnemende vennootschappen en de betrokken dochterondernemingen en vestigingen. Per lidstaat wordt een mandaat toegewezen voor elke 10 %, of een deel daarvan, van de werknemers die in de betrokken lidstaat in dienst zijn, berekend over het totale aantal werknemers dat bij de deelnemende vennootschappen en de betrokken dochterondernemingen en vestigingen in alle lidstaten tezamen in dienst is.
- § 2. Indien een SE via fusie wordt opgericht en een of meer deelnemende vennootschappen ingevolge de inschrijving van de SE ophouden als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan, worden de werknemers van die deelnemende vennootschappen in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigd door een extra lid onder de volgende regels en voorwaarden :
- 1° deze werknemers mogen in de bijzondere onderhandelingsgroep niet over een directe vertegenwoordiger beschikken op grond van de regels bedoeld in § 1 van dit artikel;
 - 2° de samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep mag niet leiden tot een dubbele vertegenwoordiging van deze werknemers;
 - 3° de toekenning van extra mandaten mag niet leiden tot een verhoging met meer dan 20 % van het aantal op grond van de regels, bedoeld in § 1 van dit artikel, toegekende mandaten.

Indien, op grond van deze paragraaf, het aantal deelnemende vennootschappen dat, als gevolg van de fusieoperatie, ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan, groter is dan het aantal beschikbare extra mandaten, worden deze extra mandaten aan de vennootschappen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die vennootschappen.

Commentaar

- a. Voor de toepassing van § 1 van dit artikel wordt elke lidstaat waarin werknemers in dienst zijn van een deelnemende vennootschap en/of een betrokken dochteronderneming of vestiging, vertegenwoordigd in de bijzondere onderhandelingsgroep.

Bijvoorbeeld, indien in een lidstaat minder dan 10 % van de werknemers in dienst is, berekend over het totale aantal werknemers, zal aan die lidstaat een mandaat worden toegekend. Indien dit aantal 10 % bereikt, zal aan die lidstaat eveneens een mandaat worden toegekend. Er worden twee mandaten toegekend indien het aantal meer dan 10 % tot 20 % bedraagt. Een aantal van meer dan 20 % geeft recht op drie mandaten.

- b. Wat § 2, 1° van dit artikel betreft, wordt als een directe vertegenwoordiger in de bijzondere onderhandelingsgroep beschouwd, de vertegenwoordiger afkomstig van een bij de fusie betrokken deelnemende vennootschap.
- c. Als bijlage zijn een aantal praktische voorbeelden opgenomen.

Onderafdeling IV - Aanwijzing van de in België tewerkgestelde leden-werknemers en samenstelling van een reservelijst

Artikel 9

- § 1. De bepalingen van dit artikel hebben betrekking op de aanwijzing van de leden-werknemers van de in België of in een andere lidstaat ingestelde bijzondere onderhandelingsgroep.

§ 2. De in België tewerkgestelde leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep worden in principe aangewezen door en onder de in België tewerkgestelde **werknemersvertegenwoordigers** die zitting hebben in de **ondernemingsraden** van de **deelnemende** vennootschappen en hun betrokken **dochterondernemingen** en vestigingen. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door de **meerderheid** van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door en onder de werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de comités voor preventie en **bescherming** op het werk. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad en comité voor preventie en bescherming op het werk, kan elk paritair comité de vakbondsafvaardigingen van de deelnemende vennootschappen en de betrokken dochterondernemingen en vestigingen die onder zijn sectorale bevoegdheid vallen, **machtigen** de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aan te wijzen.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad of comité voor preventie en bescherming op het werk in de in België gelegen deelnemende vennootschappen en betrokken dochterondernemingen en vestigingen, en bij ontstentenis van **machtiging** van het paritair comité, hebben de werknemers van de deelnemende vennootschap en de betrokken **dochteronderneming** of vestiging het recht de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep te verkiezen of aan te wijzen.

§ 3. Onder de leden-werknemers kan zich een vertegenwoordiger van de representatieve **werknemersorganisaties** bevinden, die al dan niet een **werknemer** is van een deelnemende vennootschap of een betrokken dochteronderneming of vestiging.

Artikel 10

Indien is voldaan aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 8, § 2 van deze overeenkomst, wordt het extra lid-werknemer of worden de extra leden-werknemers aangewezen overeenkomstig artikel 9 van deze overeenkomst.

Artikel 11

Er wordt een reservelijst samengesteld om te zorgen voor continuïteit binnen de bijzondere onderhandelingsgroep in geval van overlijden, arbeidsongeschiktheid van langere duur, moederschap, vertrek uit de deelnemende vennootschap of de betrokken dochteronderneming of vestiging, ontslag van het lid of verlies van het nationaal mandaat op basis waarvan de aanwijzing of de verkiezing als lid van de bijzondere onderhandelingsgroep heeft plaatsgehad.

De personen op die reservelijst worden aangewezen volgens dezelfde procedure als de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep.

Die lijst omvat een vervanger per lidstaat.

Onderafdeling V - Aanpassing van de samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep

Artikel 12

Wanneer de leidinggevende of de bestuursorganen van de deelnemende vennootschappen het voorstel tot oprichting van de SE wijzigen teneinde nieuwe deelnemende vennootschappen en betrokken dochterondernemingen en vestigingen aan die SE toe te voegen of sommige in het aanvankelijke voorstel tot oprichting bedoelde deelnemende vennootschappen en betrokken dochterondernemingen en vestigingen ervan uit te sluiten, dient op grond van artikel 5 van deze overeenkomst nieuwe informatie te worden verstrekt en dient overeenkomstig de artikelen 8 en volgende van deze overeenkomst een nieuwe bijzondere onderhandelingsgroep te worden opgericht.

Onderafdeling VI - Informatie betreffende de namen van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep en vergaderingen

Artikel 13

Aan de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen worden de namen van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep alsook de namen die op de reservelijst voorkomen, doorgegeven. Die bevoegde organen geven die informatie door aan de leiding van de betrokken dochterondernemingen en vestigingen.

Zodra de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen de voornoemde informatie overeenkomstig de eerste alinea van deze bepaling hebben ontvangen, beleggen zij een eerste vergadering met de bijzondere onderhandelingsgroep.

Artikel 14

De bijzondere onderhandelingsgroep heeft het recht om, met instemming van de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen, voorbereidende vergaderingen te beleggen voorafgaand aan de vergaderingen met die bevoegde organen.

Onderafdeling VII - Bevoegdheid van de bijzondere onderhandelingsgroep

Artikel 15

§ 1. De bijzondere onderhandelingsgroep heeft tot taak samen met de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen, in een schriftelijke overeenkomst regelingen met betrekking tot de rol van de werknemers in de SE vast te stellen.

§ 2. Daartoe stellen alle bevoegde organen van alle deelnemende vennootschappen de bijzondere onderhandelingsgroep in kennis van het oprichtingsvoorstel en van het verloop van de oprichting van de SE, totdat de SE wordt ingeschreven.

Commentaar

De rol van de werknemers, bedoeld in § 1 van deze bepaling, bestrijkt de procedures met betrekking tot de rol van de werknemers in de onderneming of in het concern waarvan de SE de overheersende vennootschap is.

Paragraaf 2 van deze bepaling heeft tot doel de bijzondere onderhandelingsgroep bijvoorbeeld in staat te stellen een eventuele behoefte aan hersamenstelling te constateren als gevolg van veranderingen in de vorm die aanvankelijk voor de oprichting van de SE in het vooruitzicht werd gesteld.

Onderafdeling VIII - Werking

Artikel 16

In het kader van de onderhandelingen kan de bijzondere onderhandelingsgroep op haar verzoek worden bijgestaan door deskundigen van haar keuze, met name door vertegenwoordigers van vakbondsorganisaties op communautair niveau. Die deskundigen kunnen op verzoek van de bijzondere onderhandelingsgroep op onderhandelingsvergaderingen aanwezig zijn als adviseur, eventueel om de samenhang op communautair niveau te bevorderen.

De bijzondere onderhandelingsgroep kan besluiten de vertegenwoordigers van passende externe organisaties, waaronder vakbondsorganisaties, in kennis te stellen van het openen van onderhandelingen.

De bijzondere onderhandelingsgroep stelt samen met de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen de praktische regels vast voor de aanwezigheid van de deskundigen op de vergaderingen.

De kostenvergoeding van de deelnemende vennootschappen is beperkt tot slechts één deskundige, tenzij de partijen anders overeenkomen.

Artikel 17

§ 1. De bijzondere onderhandelingsgroep kan besluiten de onderhandelingen met de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen te beëindigen of ze niet te openen en zich te verlaten op de regels inzake informatie en raadpleging van werknemers die gelden in de lidstaten waar de SE werknemers heeft.

Voor een dergelijk besluit zijn de stemmen nodig van twee derde van de leden die ten minste twee derde van de werknemers vertegenwoordigen, waaronder de stemmen van leden die werknemers vertegenwoordigen die in ten minste twee lidstaten in dienst zijn.

Wanneer een dergelijk besluit is genomen, zijn de referentievoorschriften niet van toepassing.

Tenzij anders wordt overeengekomen door de bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen, wordt de bijzondere onderhandelingsgroep ontbonden.

Wanneer de bijzondere onderhandelingsgroep overeenkomstig de voorgaande alinea's besluit geen onderhandeling te openen of reeds geopende onderhandelingen te beëindigen, zijn de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 62 van 6 februari 1996 betreffende de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers en de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging van die collectieve arbeidsovereenkomst, van toepassing.

§ 2. In het geval van een SE, opgericht door omzetting overeenkomstig artikel 2, lid 4 van verordening 2157/2001 van de Europese Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap, is § 1 van deze bepaling niet van toepassing indien er in de om te zetten naamloze vennootschap medezeggenschap bestaat.

§ 3. De bijzondere onderhandelingsgroep wordt, op schriftelijk verzoek van ten minste 10 % van de werknemers van de SE en haar dochterondernemingen en vestigingen, of van hun vertegenwoordigers, op zijn vroegst twee jaar na het in § 1 van deze bepaling bedoelde besluit opnieuw ingesteld, tenzij de betrokken partijen overeenkomen de onderhandelingen vroeger te heropenen.

Indien de bijzondere onderhandelingsgroep besluit de onderhandelingen met de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen te heropenen, maar die onderhandelingen niet leiden tot een akkoord gesloten overeenkomstig de artikelen 21 en volgende van deze overeenkomst, is geen enkele bepaling van de referentievoorschriften van toepassing.

Artikel 18

De uitgaven in verband met het functioneren van de bijzondere onderhandelingsgroep en met de onderhandelingen, worden gedragen door de deelnemende vennootschappen teneinde de bijzondere onderhandelingsgroep in staat te stellen haar taak naar behoren uit te voeren.

Artikel 19

De bijzondere onderhandelingsgroep besluit met de volstreekte meerderheid van haar leden. Deze meerderheid moet de volstreekte meerderheid van de in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigde werknemers vertegenwoordigen.

Elk lid beschikt over één stem.

Voor de besluiten van de bijzondere onderhandelingsgroep over een akkoord om de medezeggenschapsrechten in te perken, vergeleken met wat in de deelnemende vennootschappen bestaat, zijn de stemmen vereist van twee derde van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, die ten minste twee derde van de in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigde werknemers vertegenwoordigen, waaronder de stemmen van leden die werknemers vertegenwoordigen die in ten minste twee lidstaten in dienst zijn :

1° in het geval van een SE opgericht door fusie, indien de medezeggenschap ten minste 25 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende vennootschappen bestrijkt;

of

2° in het geval van een SE opgericht door oprichting van een holding-SE of een dochter-SE, indien de medezeggenschap ten minste 50 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende vennootschappen bestrijkt.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder inperking van de medezeggenschapsrechten verstaan, een gedeelte werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SE of leden van die organen met betrekking tot wier benoeming de werknemersvertegenwoordigers aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken, dat geringer is dan het hoogste gedeelte dat in de deelnemende vennootschappen van toepassing was.

Onderafdeling IX - Duur van de onderhandelingen

Artikel 20

§ 1. De onderhandelingen vangen aan zodra de bijzondere onderhandelingsgroep geldig is ingesteld en kunnen worden voortgezet gedurende een periode van zes maanden na de eerste vergadering tussen de geldig ingestelde bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen.

§ 2. De bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen kunnen in gezamenlijk overleg besluiten de in § 1 bedoelde onderhandelingsperiode te verlengen tot ten hoogste één jaar, te rekenen vanaf de eerste vergadering tussen de bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen.

HOOFDSTUK V - INHOUD VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 21

De overeenkomst heeft betrekking hetzij op de instelling en de werking van een vertegenwoordigingsorgaan voor de werknemers, hetzij op de instelling van een of meer informatie- en raadplegingsprocedures, voor de SE die haar zetel heeft in België.

De overeenkomst moet schriftelijk worden vastgesteld. Zij moet worden ondertekend door de vertegenwoordigers van de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen alsook door de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep die de overeenkomst goedkeuren. Zij moet gedateerd zijn.

Artikel 22

De overeenkomst over de instelling en de werking van een vertegenwoordigingsorgaan voor de werknemers, voor de SE die haar zetel heeft in België, bepaalt op zijn minst het volgende :

- 1° de werkingssfeer van de overeenkomst;
- 2° de samenstelling en het aantal leden van en de zetelverdeling in het vertegenwoordigingsorgaan dat als gesprekspartner van het bevoegde orgaan van de SE fungeert in het kader van regelingen ter informatie en raadpleging van de werknemers van de SE en haar dochterondernemingen en vestigingen;
- 3° de bevoegdheden en de procedure voor de informatie en raadpleging van het vertegenwoordigingsorgaan;
- 4° de frequentie van de vergaderingen van het vertegenwoordigingsorgaan;
- 5° de aan het vertegenwoordigingsorgaan toe te wijzen financiële en materiële middelen;

- 6° ingeval de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen en de bijzondere onderhandelingsgroep tijdens de onderhandelingen besluiten medezeggenschapsregelingen vast te stellen, de inhoud daarvan, onder meer, in voorkomend geval, het aantal van de leden in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SE die de werknemers gerechtigd zijn te kiezen of te benoemen, of met betrekking tot wier benoeming de werknemers aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken, de procedures voor het kiezen of benoemen van die leden of het met betrekking tot hun benoeming aanbevelingen doen of bezwaar maken door de werknemers en de rechten van die leden;
- 7° de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst, de looptijd, de gevallen waarin opnieuw over de overeenkomst moet worden onderhandeld en de procedure voor hernieuwde onderhandelingen.

De overeenkomst bepaalt dat zij voldoet aan de voorwaarden inzake meerderheid, bepaald in artikel 19 van deze overeenkomst. Zij constateert het gedeelte van de werknemers dat vertegenwoordigd is door elk lid van de bijzondere onderhandelingsgroep.

Commentaar

Wat punt 7° van dit artikel betreft, kunnen de partijen onder andere regels overeenkomen die in acht moeten worden genomen met betrekking tot veranderingen in de structuur van de SE, grote personeelwijzigingen of verhuizing van de zetel van de SE.

Artikel 23

De bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen en de bijzondere onderhandelingsgroep kunnen besluiten om voor de SE die haar zetel heeft in België, in plaats van een vertegenwoordigingsorgaan, een of meer informatie- en raadplegingsprocedures in te stellen.

De overeenkomst moet de wijze bepalen waarop die procedures toepassing vinden.

Artikel 24

In het geval van een SE opgericht door omzetting, moet de overeenkomst ten minste in dezelfde mate voorzien in elk aspect van de rol van de werknemers als bij de in een SE om te zetten vennootschap het geval is.

HOOFDSTUK VI - REFERENTIEVOORSCHRIFTEN

Afdeling I - Toepassingsvoorwaarden inzake de referentievoorschriften

Artikel 25

De referentievoorschriften met betrekking tot de rol van de werknemers in de SE, zijn van toepassing vanaf de datum van inschrijving van de SE in België :

1° indien de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen en de bijzondere onderhandelingsgroep dit overeenkomen;

of

2° indien er binnen de in artikel 20 bedoelde termijn geen overeenkomst is gesloten en

- het bevoegde orgaan van elk van de deelnemende vennootschappen besluit ermee in te stemmen dat de referentievoorschriften, bedoeld in de artikelen 25 tot 50, worden toegepast en daardoor de inschrijving van de SE voort te zetten

en

- de bijzondere onderhandelingsgroep niet het in artikel 17 bedoelde besluit heeft genomen om de onderhandelingen niet te openen of om reeds geopende onderhandelingen te beëindigen.

Bovendien zijn de referentievoorschriften betreffende de medezeggenschap van de werknemers in de SE slechts van toepassing :

1° in het geval van een SE opgericht door omzetting, indien de regels betreffende de medezeggenschap van de werknemers in het toezichthoudend of het bestuursorgaan op een in een SE omgezette vennootschap van toepassing waren;

2° in het geval van een SE opgericht door fusie :

- indien er vóór de inschrijving van de SE in een of meer van de deelnemende vennootschappen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die ten minste 25 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende vennootschappen bestreken

of

- indien er vóór de inschrijving van de SE in een of meer van de deelnemende vennootschappen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die minder dan 25 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende vennootschappen bestreken en de bijzondere onderhandelingsgroep daartoe besluit;

3° in het geval van een SE opgericht door oprichting van een holdingmaatschappij of een dochteronderneming :

- indien er vóór de inschrijving van de SE in een of meer van de deelnemende vennootschappen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die ten minste 50 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende vennootschappen bestreken

of

- indien er vóór de inschrijving van de SE in een of meer van de deelnemende vennootschappen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die minder dan 50 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende vennootschappen bestreken en de bijzondere onderhandelingsgroep daartoe besluit.

Artikel 26

In al de gevallen waarin krachtens artikel 25 de referentievoorschriften betreffende de medezeggenschap van de werknemers in de SE van toepassing zijn en indien er in de diverse deelnemende vennootschappen meer dan één vorm van medezeggenschap bestond, besluit de bijzondere onderhandelingsgroep welke van die vormen in de SE moet worden ingevoerd. Dit besluit wordt genomen met inachtneming van de voorwaarden inzake meerderheid, bepaald in artikel 19 van deze overeenkomst.

De bijzondere onderhandelingsgroep licht de bevoegde organen van de deelnemende vennootschappen in over de uit hoofde van dit artikel genomen besluiten.

Afdeling II - Samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan

Artikel 27

- § 1. Het vertegenwoordigingsorgaan bestaat uit werknemers van de SE en haar dochterondernemingen en vestigingen, die door de werknemersvertegenwoordigers of, bij ontstentenis daarvan, door alle werknemers uit hun midden worden gekozen of aangewezen.
- § 2. De leden van het vertegenwoordigingsorgaan worden gekozen of aangewezen in verhouding tot het aantal werknemers dat in de onderscheiden lidstaten in dienst is van de deelnemende vennootschappen en de betrokken dochterondernemingen en vestigingen, door per lidstaat een zetel toe te wijzen voor elke 10 %, of een deel daarvan, van de werknemers die in de betrokken lidstaat in dienst zijn, berekend over het totale aantal werknemers dat bij de deelnemende vennootschappen en de betrokken dochterondernemingen en vestigingen in alle lidstaten tezamen in dienst is.

Commentaar

Elke lidstaat waarin werknemers in dienst zijn van een deelnemende vennootschap en/of een betrokken dochteronderneming of vestiging wordt vertegenwoordigd in het vertegenwoordigingsorgaan.

Bijvoorbeeld, indien in een lidstaat minder dan 10 % van de werknemers in dienst is, berekend over het totale aantal werknemers, zal aan die lidstaat een mandaat worden toegekend. Indien dit aantal 10 % bereikt, zal aan die lidstaat eveneens een mandaat worden toegekend. Er worden twee mandaten toegekend indien het aantal meer dan 10 % tot 20 % bedraagt. Een aantal van meer dan 20 % geeft recht op drie mandaten.

Afdeling III - Aanwijzing van de in België tewerkgesteide leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan en samenstelling van een reservelijst

Artikel 28

De bepalingen van dit artikel hebben betrekking op de aanwijzing van de leden-werknemers van het in België of in een andere lidstaat ingestelde vertegenwoordigingsorgaan.

De in België tewerkgesteide leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan worden aangewezen door en onder de in België tewerkgesteide werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de ondernemingsraden van de deelnemende vennootschappen en hun betrokken dochterondernemingen en vestigingen. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad worden de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan aangewezen door en onder de werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de comités voor preventie en bescherming op het werk. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad en comité voor preventie en bescherming op het werk, kan elk paritair comité de vakbondsafvaardigingen van de deelnemende vennootschappen en betrokken dochterondernemingen en vestigingen die onder zijn sectorale bevoegdheid vallen, machtigen de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan aan te wijzen.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad of comité voor preventie en bescherming op het werk in de in België gelegen deelnemende vennootschappen en betrokken dochterondernemingen en vestigingen, en bij ontstentenis van machtiging van het paritair comité, hebben de werknemers van de deelnemende vennootschap en de betrokken dochteronderneming of vestiging het recht de leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan te verkiezen of aan te wijzen.

Artikel 29

Er wordt een reservelijst samengesteld om te zorgen voor continuïteit binnen het vertegenwoordigingsorgaan in geval van overlijden, arbeidsongeschiktheid van langere duur, **moederschap**, vertrek uit de **deelnemende** vennootschap of de betrokken dochteronderneming of vestiging, ontslag van het lid of verlies van het nationaal mandaat op basis waarvan de aanwijzing of de verkiezing als lid van het vertegenwoordigingsorgaan heeft plaatsgehad.

De personen op die reservelijst worden aangewezen volgens dezelfde procedure als de leden van het vertegenwoordigingsorgaan.

Die lijst omvat een vervanger per mandaat.

Artikel 30

Het bevoegde orgaan van de SE wordt in kennis gesteld van de samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan en van de namen op de reservelijst.

Afdeling IV - Aanpassing van de samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan

Artikel 31

In geval van veranderingen in de structuur of de omvang van de SE of haar dochterondernemingen en vestigingen, of in geval van grote personeelswijzigingen, dient het vertegenwoordigingsorgaan te worden aangepast of, in voorkomend geval, opnieuw samengesteld te worden, overeenkomstig de artikelen 27 en volgende.

Het samenwerkingsprotocol opgesteld op grond van artikel 54 bepaalt de nadere regels voor de samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan in geval van veranderingen in de structuur of de omvang van de SE.

Afdeling V - Bevoegdheid van het vertegenwoordigingsorgaan

Artikel 32

De bevoegdheid van het vertegenwoordigingsorgaan is beperkt tot aangelegenheden die betrekking hebben op de SE zelf en op eender welke van haar dochterondernemingen of vestigingen in een andere lidstaat of die de bevoegdheid van de besluitvormingsorganen in één enkele lidstaat te buiten gaan.

Afdeling VI - Procedure voor de onderhandeling over een overeenkomst of behoud van de referentievoorschriften

Artikel 33

Vier jaar nadat het vertegenwoordigingsorgaan is ingesteld dient :

- hetzij een onderhandelingsprocedure te worden geopend om een overeenkomst, als bedoeld in hoofdstuk V, te sluiten;
- hetzij verder toepassing te worden gemaakt van de referentievoorschriften, bepaald in dit hoofdstuk.

Indien wordt besloten de onderhandelingsprocedure te openen, vervult het vertegenwoordigingsorgaan de functie van bijzondere onderhandelingsgroep. Tijdens de procedure blijft het vertegenwoordigingsorgaan werken.

Indien wordt besloten geen onderhandelingen aan te vatten of indien binnen de in artikel 20 bepaalde termijn geen overeenkomst wordt gesloten, blijven de in dit hoofdstuk bepaalde referentievoorschriften van toepassing.

Afdeling VII - Beperkt comité

Artikel 34

Indien de omvang zulks rechtvaardigt, kiest het vertegenwoordigingsorgaan uit zijn midden een beperkt comité met ten hoogste drie leden.

Het reglement van orde van het vertegenwoordigingsorgaan kan regels vaststellen voor de geografische verdeling van de mandaten in het beperkte comité.

Afdeling VIII - Vergaderingen

Artikel 35

Voor elke vergadering met het bevoegde orgaan van de SE heeft het vertegenwoordigingsorgaan of het beperkte comité, zo nodig uitgebreid overeenkomstig artikel 38, § 4, het recht te vergaderen zonder dat daarbij vertegenwoordigers van het bevoegde orgaan aanwezig zijn.

Onderafdeling I - Jaarlijkse vergaderingen

Artikel 36

Het vertegenwoordigingsorgaan heeft het recht geïnformeerd en geraadpleegd te worden en te dien einde ten minste eenmaal per jaar te vergaderen met het bevoegde orgaan van de SE op basis van door het bevoegde orgaan op gezette tijden opgestelde verslagen over de gang van zaken bij de SE en de desbetreffende vooruitzichten. De plaatselijke leiding wordt daarvan in kennis gesteld.

Het bevoegde orgaan van de SE verstrekt het vertegenwoordigingsorgaan de agenda van de vergaderingen van het bestuursorgaan of, in voorkomend geval, van het leidinggevend en het toezichthoudend orgaan, met afschriften van alle documenten die aan de algemene vergadering van haar aandeelhouders worden voorgelegd.

Het samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 54, bepaalt binnen welke termijn en op welke wijze het verslag, de agenda en de afschriften van documenten, bedoeld in de tweede alinea, aan de leden van het vertegenwoordigingsorgaan worden bezorgd.

Artikel 37

De vergadering heeft met name betrekking op de structuur, de economische en financiële situatie, de waarschijnlijke ontwikkeling van het bedrijf en van de productie en de omzet, de situatie en waarschijnlijke ontwikkeling van de werkgelegenheid, investeringen, ingrijpende wijzigingen in de organisatie, de invoering van nieuwe werkmethodes of productieprocessen, verplaatsingen van de productie, fusies, afslankingen of sluitingen van ondernemingen, vestigingen of belangrijke delen daarvan, en collectieve ontslagen.

Onderafdeling II - Vergaderingen in geval van buitengewone omstandigheden

Artikel 38

- § 1. Wanneer buitengewone omstandigheden aanzienlijke gevolgen hebben voor de belangen van de werknemers, met name in het geval van verhuizingen, verplaatsingen, sluiting van vestigingen of ondernemingen of collectieve ontslagen, heeft het vertegenwoordigingsorgaan het recht geïnformeerd te worden. Het vertegenwoordigingsorgaan of, indien het daar met name om spoedeisende redenen toe besluit, het beperkte comité, heeft het recht op eigen verzoek het bevoegde orgaan van de SE, of een passender niveau van de leiding met eigen beslissingsbevoegdheden binnen de SE, te ontmoeten om geïnformeerd en geraadpleegd te worden over maatregelen die aanzienlijke gevolgen hebben voor de belangen van de werknemers.
- § 2. Indien het bevoegde orgaan besluit om het advies van het vertegenwoordigingsorgaan niet te volgen, heeft het vertegenwoordigingsorgaan recht op een tweede vergadering met het bevoegde orgaan van de SE om te trachten tot overeenstemming te komen.
- § 3. Het samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 54, bepaalt de nadere regels voor het beleggen van speciale vergaderingen.

- § 4. Wordt met het beperkte comité een vergadering georganiseerd, dan zijn de leden van het vertegenwoordigingsorgaan die werknemers vertegenwoordigen op wie de maatregelen bedoeld in § 1 rechtstreeks betrekking hebben, eveneens gerechtigd daaraan deel te nemen.
- § 5. De informatie- en raadplegingsvergaderingen bedoeld in § 1 en § 2, vinden zo spoedig mogelijk plaats overeenkomstig artikel 3, § 7, 2°.
- § 6. Deze informatie- en raadplegingsvergaderingen vinden plaats op basis van een schriftelijk verslag opgemaakt door het bevoegde orgaan of elk ander passend niveau van de leiding van de SE, waarover na afloop van die vergaderingen of binnen een redelijke termijn een advies kan worden uitgebracht.
- § 7. Die vergaderingen laten de rechten van het bevoegde orgaan onverlet.

Afdeling IX - Informatie over de inhoud en de resultaten van de informatie- en raadplegingsprocedures

Artikel 39

De leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan stellen de vertegenwoordigers van de werknemers van de SE en van haar dochterondernemingen en vestigingen op de hoogte van de inhoud en het resultaat van de informatie- en raadplegingsprocedures.

Afdeling X - Werking van het vertegenwoordigingsorgaan

Artikel 40

Het vertegenwoordigingsorgaan stelt zijn reglement van orde vast.

Artikel 41

Het vertegenwoordigingsorgaan en het beperkte comité kunnen zich laten bijstaan door deskundigen van hun keuze.

Het samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 54, stelt de praktische regels vast voor de aanwezigheid van deskundigen op de vergaderingen van het vertegenwoordigingsorgaan en het beperkte comité.

De kostenvergoeding van het bevoegde orgaan van de SE is beperkt tot slechts één deskundige.

Artikel 42

Voorzover dit voor het verrichten van hun taken noodzakelijk is, zijn de leden van het vertegenwoordigingsorgaan gerechtigd om, zonder salarisderiving, afwezig te zijn voor opleidingsdoeleinden.

Artikel 43

De kosten van het vertegenwoordigingsorgaan worden gedragen door de SE, die de leden van het orgaan de financiële en materiële middelen verschafft die nodig zijn om hun opdracht naar behoren te vervullen.

Tenzij anders wordt overeengekomen, komen met name de kosten in verband met de organisatie van de vergaderingen en de vertolking alsmede de reis- en verblijfkosten van de leden van het vertegenwoordigingsorgaan en van het beperkte comité ten laste van de SE.

Afdeling XI - Referentievoorschriften voor medezeggenschap

Onderafdeling I - SE opgericht door omzetting

Artikel 44

Indien in het geval van een SE opgericht door omzetting de regels van een lidstaat betreffende de medezeggenschap van de werknemers in het toezichthoudend of het bestuursorgaan vóór de inschrijving van toepassing waren, blijven alle elementen van de werknemersmedezeggenschap op de SE van toepassing.

Daartoe zijn de bepalingen van onderafdeling II van overeenkomstige toepassing.

Onderafdeling II - Andere gevallen van oprichting van een SE

Artikel 45

In de andere gevallen van oprichting van een SE hebben de werknemers van de SE en van haar dochterondernemingen en vestigingen en/of hun vertegenwoordigingsorgaan het recht om leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SE te kiezen of te benoemen, of om met betrekking tot die benoeming aanbevelingen te doen of bezwaar te maken, voor een aantal dat gelijk is aan het hoogste van de aantallen dat vóór de inschrijving van de SE in de betrokken deelnemende vennootschappen van toepassing was.

Artikel 46

Indien er vóór de inschrijving van de SE voor geen van de deelnemende vennootschappen medezeggenschapsregels golden, hoeft de SE geen voorschriften voor medezeggenschap van de werknemers in te voeren.

Artikel 47

- § 1. Het vertegenwoordigingsorgaan besluit over de verdeling van de zetels in het toezicht-houdend of het bestuursorgaan onder de leden die de werknemers van de onderschei-den lidstaten vertegenwoordigen, of over de wijze waarop de werknemers van de SE met betrekking tot de benoeming van de leden van het toezichthoudend of het be-stuursorgaan aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken.
- § 2. De zetels worden verdeeld naar verhouding van het aantal werknemers dat in elke lid-staat in dienst is van de SE, haar dochterondernemingen en vestigingen.
- § 3. Indien de verdeling van de zetels meebrengt dat de werknemers van een of meer lid-staten niet vertegenwoordigd worden, wijst het vertegenwoordigingsorgaan deze lidsta-ten toch een zetel toe, eerst aan de staat waar de SE haar zetel heeft en vervolgens, indien die staat al vertegenwoordigd is, aan de lidstaat onder de andere nog niet verte-genwoordigde lidstaten, waarin het grootst aantal werknemers in dienst is.
- § 4. Bij toepassing van § 3 wordt de zetel opnieuw toegewezen op één van de volgende drie manieren :
- 1° De zetel die opnieuw wordt toegewezen, is een van de zetels die aanvankelijk wa-ren toegewezen aan de lidstaat met de meeste zetels.
- of
- 2° Alle zetels, op één na, dienen naar verhouding verdeeld te worden. De aldus gere-serveerde zetel wordt opnieuw toegewezen.
- of
- 3° Het reglement van orde van het vertegenwoordigingsorgaan legt de te volgen re-gels vast om te bepalen welke zetel opnieuw moet worden toegewezen.

Artikel 48

De in België tewerkgestelde leden-werknemers van het toezicht-houdend of het bestuursorgaan worden aangewezen of verkozen overeenkomstig artikel 28 van deze overeenkomst.

Artikel 49

Er wordt een reservelijst samengesteld om te zorgen voor continuïteit binnen het toezichthoudend of bestuursorgaan in geval van overlijden, arbeidsongeschiktheid van langere duur, moederschap, vertrek uit de deelnemende vennootschap of de betrokken dochteronderneming of vestiging, ontslag van het lid of verlies van het nationaal mandaat op basis waarvan de aanwijzing of de verkiezing als lid van het toezichthoudend of het bestuursorgaan heeft plaatsgehad.

De personen op die reservelijst worden aangewezen volgens dezelfde procedure als de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan.

Die lijst omvat een vervanger per mandaat.

Artikel 50

Elk lid van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de SE dat door het vertegenwoordigingsorgaan is gekozen, benoemd of aanbevolen dan wel door de werknemersvertegenwoordigers of de werknemers is gekozen of benoemd, is van rechtswege lid met dezelfde rechten en plichten als de leden die de aandeelhouders vertegenwoordigen, inclusief het stemrecht.

HOOFDSTUK VII - DIVERSE BEPALINGEN

Afdeling I - Werking van het vertegenwoordigingsorgaan en van de procedure ter informatie en raadpleging van de werknemers

Artikel 51

Het in België gelegen bevoegde orgaan van de SE en het vertegenwoordigingsorgaan werken in een geest van samenwerking en met inachtneming van hun wederzijdse rechten en verplichtingen.

Hetzelfde geldt voor de samenwerking tussen het in België gelegen bevoegde orgaan van de SE en de leden van het vertegenwoordigingsorgaan in het kader van een procedure ter informatie en raadpleging van de werknemers.

Afdeling II - Middelen die moeten worden verschaft aan de in België tewerkgestelde leden van het vertegenwoordigingsorgaan en werknemersvertegenwoordigers van de dochterondernemingen en vestigingen van de SE

Artikel 52

De leden van het vertegenwoordigingsorgaan en de werknemersvertegenwoordigers van alle in België gelegen technische bedrijfseenheden die onder het toepassingsgebied van het vertegenwoordigingsorgaan vallen, moeten over de nodige tijd en middelen kunnen beschikken zodat de leden van het vertegenwoordigingsorgaan de werknemersvertegenwoordigers van alle technische bedrijfseenheden in kennis kunnen stellen van de inhoud en de resultaten van de informatie- en raadplegingsprocedure binnen het vertegenwoordigingsorgaan.

Afdeling III - Statuut

Artikel 53

De in België tewerkgestelde leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, leden van het vertegenwoordigingsorgaan, werknemersvertegenwoordigers die hun taken verrichten in het kader van de procedure bedoeld in artikel 23 en werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van een SE, genieten bij het verrichten van hun taak dezelfde rechten en bescherming als de leden die de werknemers in de ondernemingsraad vertegenwoordigen, in het bijzonder wat betreft de deelneming aan de vergaderingen en eventuele voorbereidende vergaderingen en de betaling van hun loon voor de duur dat zij afwezig moeten zijn om hun taak te verrichten.

Afdeling IV - Samenwerkingsprotocol

Artikel 54

Voor de goede organisatie van de informatie- en raadplegingsvergaderingen moeten het in België gelegen bevoegde orgaan van de SE en respectievelijk het vertegenwoordigingsorgaan en het beperkte comité, met name de volgende punten in een samenwerkingsprotocol regelen : het voorzitterschap, het secretariaat en de agenda van de vergaderingen, het bijeenroepen van speciale vergaderingen, de toezending van de verslagen, de veranderingen in de structuur of de omvang van de SE, de aanwezigheid van deskundigen op de vergaderingen, de budgettaire voorschriften, de opleiding, de vertaling en de vertolking.

HOOFDSTUK VIII - SLOTBEPALINGEN

Artikel 55

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op 8 oktober 2004.

Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen ; de andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op zes oktober tweeduizend en vier.

Voor het Verbond van Belgische

Artikel 8 - Praktische voorbeelden**I. Voorbeeld 1 - De vennootschappen A tot F gaan samen in een Europese vennootschap en zijn in vier verschillende lidstaten gelegen****A. Berekening van het aantal "gewone" leden van de bijzondere onderhandelingsgroep (BOG)**

De vennootschappen A tot F gaan een fusie aan. Ze stellen in totaal 7.000 werknemers tewerk. Voor elke 10 % van de werknemers (700) of een deel daarvan wordt per lidstaat, volgens deelnemende vennootschappen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen, een mandaat toegewezen.

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers per land	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Vennootschap A : 120	-	120	1,7 %	1 mandaat
Frankrijk	Vennootschap B : 500	Vennootschap C : 1.000	1.500	21,4 %	3 mandaten
Spanje	Vennootschap D : 5.000	Vennootschap E : 320	5.320	76 %	8 mandaten
Luxemburg	-	Vennootschap F : 60	60	0,86 %	1 mandaat
			7.000		13 mandaten

B. Berekening van het aantal extra mandaten

1. Beginssel - In elke lidstaat : een mandaat per deelnemende vennootschap die ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

Land	Aantal mandaten per land	Aantal mandaten per land	Totale aantal mandaten per land
België	Vennootschap A : 1	0	1
Frankrijk	Vennootschap B : 1	Vennootschap C : 1	2
Spanje	Vennootschap D : 1	Vennootschap E : 1	2
Luxemburg	0	Vennootschap F : 1	1
			6 mandaten

2. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

Variant 1

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is het "gewone" lid van de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van vennootschap A : geen extra mandaat voor België (regel van de directe vertegenwoordiging).
- In Frankrijk is een "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een "vrijgestelde" van de betrokken sector (vennootschap B) terwijl de tweede een vertegenwoordiger is van een dochteronderneming van vennootschap C : één extra mandaat omdat er voor vennootschap B dubbele vertegenwoordiging is daar de "vrijgestelde" wordt verondersteld de werknemers van vennootschap B te vertegenwoordigen.
- In Spanje hebben de twee "gewone" vertegenwoordigers in de BOG een mandaat in elk van de twee deelnemende vennootschappen D en E : volgens de regel van de directe vertegenwoordiging, heeft Spanje geen extra mandaat.
- In Luxemburg is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG eveneens een "vrijgestelde" van de sector : de regel van de dubbele vertegenwoordiging geldt en er is geen extra mandaat.

In totaal zou maar één extra mandaat toegewezen worden aan vennootschap C.

b. Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

De BOG telt 13 "gewone" leden. Er kunnen dus slechts 3 extra mandaten worden toegewezen. Hier kan, op grond van de toepassing van de voorgaande regels, maar één extra mandaat toegewezen worden. De regel inzake vermindering van het aantal extra mandaten wordt hier dus niet toegepast.

Variant 2

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is het "gewone" lid van de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van een dochteronderneming van vennootschap A : er wordt één extra mandaat toegewezen aan België.

- In Frankrijk en Spanje zijn de twee "gewone" leden van de BOG ook vertegenwoordigers van het personeel van een dochteronderneming van de vennootschappen B en C en van een dochteronderneming van de vennootschappen D en E : er worden twee extra mandaten toegewezen aan Frankrijk en twee extra mandaten aan Spanje.
- In Luxemburg is het "gewone" lid van de BOG een "vrijgestelde" van de sector. De regel van de dubbele vertegenwoordiging geldt en Luxemburg heeft geen extra mandaat.

In totaal zouden in beginsel vijf extra mandaten toegewezen moeten worden.

- b. Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten'.

Op grond van de regels inzake niet-cumulatie, uitgelegd in punt a. hierboven, zouden vijf extra mandaten toegewezen moeten worden .

Aangezien de BOG echter 13 "gewone" leden telt, kunnen slechts 3 extra mandaten toegewezen worden.

De extra mandaten worden "aan de vennootschappen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die vennootschappen ".

Dat geeft het volgende resultaat :

- vennootschap D in Spanje heeft 5.000 werknemers en heeft recht op het eerste mandaat ;
- vennootschap C in Frankrijk heeft 1.000 werknemers en heeft recht op het tweede mandaat;
- vennootschap A in België heeft 120 werknemers (terwijl vennootschap B in Frankrijk 500 werknemers tewerkstelt, maar de richtlijn bepaalt dat extra mandaten worden toegekend aan vennootschappen in verschillende lidstaten) en krijgt het derde extra mandaat.

2. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

Variant 1

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van vennootschap A : vennootschap A "verliest" dus het recht op een extra lid; België kan bijgevolg vijf extra mandaten hebben.
- In Frankrijk worden twee van de zes "gewone" mandaten ingenomen door vertegenwoordigers van de betrokken sector (voor de vennootschappen H en I); vennootschap G wordt vertegenwoordigd door een van de vertegenwoordigers van het personeel van die vennootschap net als de vennootschappen J, K en L : Frankrijk heeft dus geen extra mandaat.
- In het Verenigd Koninkrijk zijn alle "gewone" leden in de BOG vakbondsafgevaardigden van de betrokken sector : het Verenigd Koninkrijk heeft dus geen extra mandaat.

In totaal zouden vijf extra mandaten worden toegewezen.

b. Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

De BOG telt 12 "gewone" leden, d.i. een mogelijkheid van 2 extra mandaten. Alleen België kan extra mandaten toekennen (er zijn geen "verschillende lidstaten"), maar in plaats van de vijf mandaten die voortvloeien uit de toepassing van de voorgaande regels, zullen maar twee mandaten effectief worden toegewezen.

Variant 2

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van vennootschap A : vennootschap A "verliest" dus het recht op een extra lid; België kan bijgevolg vijf extra mandaten hebben.

- In Frankrijk worden de vennootschappen H en I vertegenwoordigd door afgevaardigden van de sector : ze hebben dus geen recht op een extra mandaat. De vennootschappen G, J, K en L worden vertegenwoordigd door afgevaardigden uit dochterondernemingen en behouden elk hun recht op een extra mandaat (dus vier extra mandaten).
- In het Verenigd Koninkrijk worden de vennootschappen N, O en P vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de sectoren, vennootschap R door een afgevaardigde van het personeel van de onderneming en vennootschappen M en Q door de afgevaardigden van dochterondernemingen : er zouden dus twee extra mandaten moeten worden toegekend aan het Verenigd Koninkrijk.

In totaal zouden elf extra mandaten moeten worden toegewezen.

- b. Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

De BOG telt 12 leden. Er kunnen twee extra mandaten toegewezen worden. Ze worden "aan de vennootschappen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die vennootschappen".

Dat geeft het volgende resultaat :

Voor België	:	Vennootschap B	:	900 werknemers
		Vennootschap C	:	800 werknemers
		Vennootschap D	:	600 werknemers
		Vennootschap E	:	500 werknemers
		Vennootschap F	:	500 werknemers
Voor Frankrijk	:	<u>Vennootschap G</u>	:	<u>10.000 werknemers</u>
		Vennootschap J	:	7.000 werknemers
		Vennootschap K	:	6.000 werknemers
		Vennootschap L	:	5.000 werknemers
Voor het Verenigd Koninkrijk	:	Vennootschap M	:	4.000 werknemers
		<u>Vennootschap Q</u>	:	<u>5.000 werknemers</u>

De vennootschappen G en Q krijgen dus de extra mandaten.

III. Voorbeeld 3 - De vennootschappen A tot R gaan samen in een Europese vennootschap en zijn in tien verschillende lidstaten gelegen

A. Variant 1

1. Berekening van het aantal "gewone" leden van de BOG

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers per land	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Vennootschap A : 120	Vennootschap B : 150	270	4,2 % : 1 mandaat	
Frankrijk	Vennootschap C : 500	Vennootschap D : 600	1.100	17,3 % : 2 mandaten	
Duitsland	Vennootschap E : 550	Vennootschap F : 450	1.000	15,7 % : 2 mandaten	
Nederland	-	Vennootschap G : 400	400	6,3 % : 1 mandaat	
Oostenrijk	Vennootschap H : 350	Vennootschap I : 400	750	11,8 % : 2 mandaten	
Spanje	Vennootschap J : 600	Vennootschap K : 150	750	11,8 % : 2 mandaten	
Italië	Vennootschap L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandaat	
Verenigd Koninkrijk	Vennootschap M : 100	Vennootschap N : 440	540	8,5 % : 1 mandaat	
Ierland	Vennootschap O : 60	Vennootschap P : 540	600	9,4 % : 1 mandaat	
Zweden	Vennootschap Q : 520	Vennootschap R : 100	620	9,7 % : 1 mandaat	
			6.355	14 mandaten	

2. Berekening van het aantal extra mandaten

- a. Beginsel - In elke lidstaat : een extra mandaat per deelnemende vennootschap die ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

België : 2 mandaten

Frankrijk : 2 mandaten

Duitsland	:	2 mandaten
Nederland	:	1 mandaat
Oostenrijk	:	2 mandaten
Spanje	:	2 mandaten
Italië	:	1 mandaat
VK	:	2 mandaten
Ierland	:	2 mandaten
Zweden	:	<u>2 mandaten</u>

18 mandaten

b. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

1) Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

In alle betrokken lidstaten worden de werknemers van de deelnemende vennootschappen die een fusie zijn aangegaan, vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de werknemers van een dochteronderneming. Elke vennootschap behoudt dus het recht op extra mandaten.

2) Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

De BOG telt 14 "gewone" leden : er kunnen dus slechts 3 extra mandaten worden toegewezen.

De vennootschappen D (Frankrijk) en J (Spanje) hebben de meeste werknemers (600) en krijgen de eerste twee mandaten. Het derde mandaat wordt toegekend aan vennootschap E (Duitsland) die 550 werknemers tewerkstelt.

B. Variante 2

1. Berekening van het aantal "gewone" leden van de BOG

We gaan uit van het vorige voorbeeld maar wijzigen het aantal werknemers in de vennootschappen C en D (Frankrijk), E en F (Duitsland), J en K (Spanje) en Q en R (Zweden).

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers per land	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Vennootschap A : 120	Vennootschap B : 150	270	4,2 % : 1 mandaat	
Frankrijk	Vennootschap C : 550	Vennootschap D : 550	1.100	17,3 % : 2 mandaten	
Duitsland	Vennootschap E : 530	Vennootschap F : 470	1.000	15,7 % : 2 mandaten	
Nederland	-	Vennootschap G : 400	400	6,3 % : 1 mandaat	
Oostenrijk	Vennootschap H : 350	Vennootschap I : 400	750	11,8 % : 2 mandaten	
Spanje	Vennootschap J : 500	Vennootschap K : 250	750	11,8 % : 2 mandaten	
Italië	Vennootschap L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandaat	
Verenigd Koninkrijk	Vennootschap M : 100	Vennootschap N : 440	540	8,5 % : 1 mandaat	
Ierland	Vennootschap O : 60	Vennootschap P : 540	600	9,4 % : 1 mandaat	
Zweden	Vennootschap Q : 530	Vennootschap R : 90	620	9,7 % : 1 mandaat	
			6.355	14 mandaten	

2. Berekening van het aantal extra mandaten

- a. Beginsel - In elke lidstaat : een extra mandaat per deelnemende vennootschap die ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

Net als in variant 1 geeft dit als resultaat : **18 mandaten**.

- b. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

1) Geen directe, verticale of dubbele vertegenwoordiging

In alle betrokken lidstaten worden de werknemers van de deelnemende vennootschappen die een fusie zijn aangegaan, vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de werknemers van een dochteronderneming. Elke vennootschap behoudt dus het recht op extra mandaten.

- 2) Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

Er kunnen drie extra mandaten toegewezen worden :

- de vennootschappen C en D (beide in Frankrijk) hebben elk 550 werknemers: Frankrijk zal dus een regeling moeten opzetten om één extra mandaat toe te wijzen (de richtlijn bepaalt dat de mandaten aan de vennootschappen in verschillende lidstaten worden toegekend);
- vennootschap P (Ierland) stelt 540 werknemers tewerk en krijgt het tweede mandaat;
- de vennootschappen E (Duitsland) en Q (Zweden) hebben elk 530 werknemers: de richtlijn stelt hier geen regel vast om te bepalen welke vennootschap het mandaat zal krijgen¹.

¹ Er kan eventueel gedacht worden aan de vennootschap in de lidstaat waar in totaal de meeste werknemers tewerkgesteld zijn.

INHOUDSOPGAVE

	<u>Blz.</u>
HOOFDSTUK I - ONDERWERP EN TOEPASSINGSGEBIED (Artikelen 1 en 2)	3
HOOFDSTUK II - DEFINITIES (Artikel 3)	3
HOOFDSTUK III - VASTSTELLING VAN HET AANTAL WERKNEMERS (Artikel 4)	8
HOOFDSTUK IV - VOORAFGAANDE PROCEDURE EN BIJZONDERE ONDERHANDELINGSGROEP	8
Afdeling I - Tenuitvoerlegging van de procedure en verstrekking van voorafgaande informatie (Artikel 5)	8
Afdeling II - Bijzondere onderhandelingsgroep	9
Onderafdeling I - Instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep (Artikel 6)	9
Onderafdeling II - Geest van samenwerking (Artikel 7)	10
Onderafdeling III - Samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep (Artikel 8)	10
Onderafdeling IV - Aanwijzing van de in België tewerkgestelde ledenwerknemers en samenstelling van een reservelijst (Artikelen 9 tot 11)	11
Onderafdeling V - Aanpassing van de samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep (Artikel 12)	13
Onderafdeling VI - Informatie betreffende de namen van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep en vergaderingen (Artikelen 13 en 14)	13
Onderafdeling VII - Bevoegdheid van de bijzondere onderhandelingsgroep (Artikel 15)	14

Onderafdeling VIII - Werking (Artikelen 16 tot 19)	15
Onderafdeling IX - Duur van de onderhandelingen (Artikel 20)	17
HOOFDSTUKV - INHOUD VAN DE OVEREENKOMST (Artikelen 21 tot 24)	18
HOOFDSTUK VI - REFERENTIEVOORSCHRIFTEN	20
Afdeling I - Toepassingsvoorwaarden inzake de referentievoorschriften (Artikelen 25 en 26)	20
Afdeling II - Samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan (Artikel 27)	22
Afdeling III - Aanwijzing van de in België tewerkgestelde leden-werknemers van het vertegenwoordigingsorgaan en samenstelling van een reservelijst (Artikelen 28 tot 30)	23
Afdeling IV - Aanpassing van de samenstelling van het vertegenwoordigingsorgaan (Artikel 31)	24
Afdeling V - Bevoegdheid van het vertegenwoordigingsorgaan (Artikel 32)	25
Afdeling VI - Procedure voor de onderhandeling over een overeenkomst of behoud van de referentievoorschriften (Artikel 33)	25
Afdeling VII - Beperkt comité (Artikel 34)	26
Afdeling VIII - Vergaderingen (Artikel 35)	26
Onderafdeling I - Jaarlijkse vergaderingen (Artikelen 36 en 37)	26
Onderafdeling II - Vergaderingen in geval van buitengewone omstandigheden (Artikel 38)	27

Afdeling IX - Informatie over de inhoud en de resultaten van de informatie- en raadplegingsprocedures (Artikel 39)	28
Afdeling X - Werking van het vertegenwoordigingsorgaan (Artikelen 40 tot 43)	28
Afdeling XI - Referentievoorschriften voor medezeggenschap	30
Onderafdeling I - SE opgericht door omzetting (Artikel 44)	30
Onderafdeling II - Andere gevallen van oprichting van een SE (Artikelen 45 tot 50)	30
HOOFDSTUK VII - DIVERSE BEPALINGEN	32
Afdeling I - Werking van het vertegenwoordigingsorgaan en van de procedure ter informatie en raadpleging van de werknemers (Artikel 51)	32
Afdeling II - Middelen die moeten worden verschaft aan de in België tewerkgestelde leden van het vertegenwoordigingsorgaan en werknemersvertegenwoordigers van de dochterondernemingen en vestigingen van de SE (Artikel 52)	33
Afdeling III - Statuut (Artikel 53)	33
Afdeling IV - Samenwerkingsprotocol (Artikel 54)	34
HOOFDSTUK VIII - SLOTBEPALINGEN (Artikel 55)	34
BIJLAGE	